

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, December 11, 2023

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:01 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally; and, in camera, for the consideration of a draft agenda (future business).

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good afternoon, I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto and chair of this committee. Today, we are conducting a public hearing of the Standing Senate Committee on Human Rights. I will now invite my honourable colleagues to introduce themselves.

Senator Omidvar: Ratna Omidvar from Ontario.

Senator Gerba: Amina Gerba from Quebec.

Senator Bernard: Wanda Thomas Bernard from Nova Scotia and deputy chair of this committee.

Senator Pate: Kim Pate. I live here on the unceded, unsurrendered territory of the Algonquin Anishinaabeg.

The Chair: Welcome, senators and all those who are following our deliberations. Today, our committee will continue its study of forced global displacement under its general order of reference. We intend to hear from experts and stakeholders on a wide range of issues relating to human rights impacts around the world. Topics may include the effects of displacement on children, the efficacy of the *Global Compact on Refugees*, new and emerging mechanisms for financial support, the role of private sponsorship, the impacts of climate change and Canada's international role in curbing forced displacement while supporting refugees.

This afternoon, we shall have two panels. In each panel, we shall hear from the witnesses, and then the senators will have a question and answer session. I also want to take this opportunity to remind our witnesses and the senators that the Senate is sitting this evening at 6 p.m., and the committee will have to deviate slightly from its original schedule. The first panel will now last 45 minutes, and the second one, starting at 4:45 p.m., will last one hour.

I shall now introduce our first panel. Our witnesses have each been asked to make a five-minute opening statement. I wish to welcome our first witnesses via video conference: Janemary

TÉMOIGNAGES

Introduction OTTAWA, le lundi 11 décembre 2023

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 16 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général et, à huis clos, pour étudier un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

La sénatrice Salma Ataullahjan (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour, je m'appelle Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité. Aujourd'hui, nous tenons une audience publique du Comité sénatorial permanent des droits de la personne. J'invite maintenant mes honorables collègues à se présenter.

La sénatrice Omidvar : Ratna Omidvar, de l'Ontario.

La sénatrice Gerba : Amina Gerba, du Québec.

La sénatrice Bernard : Wanda Thomas Bernard, de la Nouvelle-Écosse, et vice-présidente du comité.

La sénatrice Pate : Kim Pate. Je vis ici sur le territoire non cédé et non abandonné des Algonquins Anishinaabeg.

La présidente : Je souhaite la bienvenue aux sénateurs et à toutes les personnes qui suivent nos délibérations. Aujourd'hui, le comité poursuivra son étude sur les déplacements forcés à l'échelle mondiale en vertu de son ordre de renvoi général. Nous avons l'intention d'entendre des experts et des intervenants témoigner sur un large éventail de questions liées aux conséquences sur les droits de la personne dans le monde. Les sujets pourraient comprendre les effets du déplacement sur les enfants, l'efficacité du Pacte mondial sur les réfugiés, les mécanismes de soutien financier nouveaux et émergents, le rôle du parrainage privé, les répercussions des changements climatiques et le rôle international du Canada pour ce qui est de réduire les déplacements forcés tout en soutenant les réfugiés.

Cet après-midi, nous entendrons deux groupes de témoins. Dans chaque groupe, nous entendrons la déclaration des témoins, puis les sénateurs passeront à une période de questions et réponses. Je profite également de l'occasion pour rappeler à nos témoins et aux sénateurs que le Sénat siège ce soir à 18 heures et que le comité devra déroger légèrement à son horaire initial. La période consacrée au premier groupe durera 45 minutes, et celle consacrée au deuxième, qui commencera à 16 h 45, durera une heure.

Je vais maintenant présenter notre premier groupe de témoins. On a demandé à chacun d'eux de faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Je souhaite la bienvenue à nos

Ruhundwa, Co-Founder and Executive Director of Dignity Kwanza; and Muzna Dureid, Advocacy and Partnership Manager of the Nobel Women's Initiative and Member of the Refugee Advisory Network of Canada.

I will invite Ms. Ruhundwa to make her presentation followed by Ms. Dureid.

Janemary Ruhundwa, Co-Founder and Executive Director, Dignity Kwanza: Thank you so much. Good evening, honourable senators. It is my pleasure to appear before you, and I thank you for this opportunity.

My organization, Dignity Kwanza, is a national NGO working to safeguard and promote the human dignity of displaced people and people at risk of statelessness in Tanzania through advocacy, legal assistance and community empowerment. I will be talking about displacement in Africa and share experiences from my country and my work.

The major migration flows in Africa are within and between countries in the Great Lakes region, the Horn of Africa and west and central Africa. Together, these regions have over 5.2 million refugees and over 18 million internally displaced people. These are due to conflicts in South Sudan, Congo DRC, the Central African Republic, Somalia and other countries, but they are also due to drought and climate-related causes.

About 37% of these refugees are children under 11 years old, while 53% are under 18 years and 82% are women, children and the elderly. It's also worth noting that 75% of these displaced people live in their countries as internally displaced people with little or no support from the international community.

I would like to share the realities of most refugees in Africa.

The first one is that most refugees in Africa are in protracted situations. For example, my country, Tanzania, has people who have lived as refugees for over 50 years — since 1972. Although they can access basic social services such as health and primary and secondary education, they cannot own land or benefit from other socio-economic empowerment schemes designed to benefit only citizens, such as university student loans or subsidies on fertilizers and seeds. Also, since they live in villages, they do not benefit from any humanitarian assistance offered to refugees in camps.

premiers témoins par vidéoconférence, Janemary Ruhundwa, cofondatrice et directrice exécutive de Dignity Kwanza, et Muzna Dureid, responsable du plaidoyer et des partenariats de la Nobel Women's Initiative et membre du Refugee Advisory Network of Canada.

J'invite Mme Ruhundwa à faire sa présentation, puis Mme Dureid.

Janemary Ruhundwa, cofondatrice et directrice exécutive, Dignity Kwanza : Merci beaucoup. Bonsoir, honorables sénateurs. Je suis heureuse de comparaître devant vous, et je vous remercie de m'offrir cette possibilité.

Mon organisation, Dignity Kwanza, est une ONG nationale qui travaille à la sauvegarde et à la promotion de la dignité humaine des personnes déplacées et des personnes à risque d'apatridie en Tanzanie grâce à la défense des droits, à l'aide juridique et à l'autonomisation communautaire. Je vais vous parler des déplacements en Afrique et vous raconter des événements vécus dans mon pays et dans le cadre de mon travail.

Les principaux flux migratoires en Afrique sont à l'intérieur des pays de la région des Grands Lacs, de la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et entre ces pays. Ensemble, ces régions comptent plus de 5,2 millions de réfugiés et plus de 18 millions de personnes déplacées à l'intérieur des pays. Cette situation est attribuable à des conflits au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo — ou RDC —, en République centrafricaine, en Somalie et dans d'autres pays, mais aussi à des sécheresses et à des causes liées au climat.

Environ 37 % de ces réfugiés sont des enfants âgés de moins de 11 ans, 53 % ont moins de 18 ans et 82 % sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Il convient également de souligner que 75 % de ces personnes déplacées vivent dans leur pays en tant que personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et ne reçoivent pratiquement pas de soutien de la communauté internationale.

Je voudrais vous décrire la réalité de la plupart des réfugiés en Afrique.

Premièrement, la plupart des réfugiés en Afrique se trouvent dans des situations prolongées. Par exemple, dans mon pays, la Tanzanie, il y a des gens qui vivent en tant que réfugiés depuis plus de 50 ans — depuis 1972. Ils peuvent accéder à des services sociaux de base comme la santé et l'enseignement primaire et secondaire, mais ils ne peuvent pas être propriétaires de terres ou bénéficier d'autres programmes d'autonomisation socioéconomique conçus pour ne profiter qu'aux citoyens, comme les prêts étudiants universitaires ou les subventions sur les engrais et les semences. En outre, puisqu'ils vivent dans des villages, ils ne bénéficient d'aucune aide humanitaire offerte aux réfugiés dans les camps.

Another fact about refugees in Africa is that most of them live in refugee camps, which severely limits their ability to be self-reliant. In my country, refugees in camps are not allowed to engage in self-reliant activities, and the government has stated on several occasions that it has made reservations on the second objective of the *Global Compact on Refugees* related to self-reliance, and these restrictions are based on the assumption that refugees will return home quickly. However, the reality is that they end up living in these conditions for decades. We have refugees who have lived in camps for 57 years in those conditions while humanitarian support keeps on diminishing. Currently, refugees in camps in Tanzania receive only 50% of the food rations they are supposed to receive.

Restrictions on refugees in camps expose them — especially men and youth — to risks such as arrest and detention, human trafficking, exploitation and extortion when circumstances force them to leave camps without permission to try to find work to complement the dwindling humanitarian support. Children sometimes end up in child labour in nearby townships. Women and girls experience gender-based violence and other security risks while searching for firewood, which, due to pressures on the environment, they have to go very far to fetch.

For children in camps, access to quality education is also compromised. For example, in Tanzania, where the country of origin curriculum is being used for refugee children, the children have gone three years without doing final exams due to disagreements between the host country and country of origin — in this case Burundi — on the modality to conduct those exams. Opportunities for higher education are also very limited as the available scholarships are few.

Due to legal and practical restrictions, refugee status has tended to provide less protection, leading to many refugees choosing to live under the radar as undocumented migrants, which creates another layer of risks, including human trafficking and statelessness.

Poverty is a cross-cutting issue in African displacement, and it is also central in finding solutions. Whether people flee political instabilities or climate-induced factors, most people who flee in Africa lived in poverty before fleeing. But they have also lived alongside host communities languishing in poverty as well, which, to a large extent, defines the quality of protection they are able to access.

Un autre fait concernant les réfugiés en Afrique, c'est que la plupart d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés, ce qui limite considérablement leur capacité d'être autonomes. Dans mon pays, les réfugiés dans les camps ne sont pas autorisés à participer à des activités d'autonomisation, et le gouvernement a déclaré à plusieurs reprises qu'il avait émis des réserves sur le deuxième objectif du Pacte mondial sur les réfugiés relatif à l'autonomie, et ces restrictions sont fondées sur la supposition que les réfugiés retourneront chez eux rapidement. Cependant, la réalité, c'est qu'ils finissent par vivre dans ces conditions pendant des décennies. Certains réfugiés vivent dans des camps depuis 57 ans dans ces conditions, alors que le soutien humanitaire ne cesse de diminuer. À l'heure actuelle, les réfugiés dans les camps en Tanzanie ne reçoivent que 50 % des rations alimentaires qu'ils sont censés recevoir.

Les restrictions imposées aux réfugiés dans les camps les exposent — surtout les hommes et les jeunes — à des risques tels que l'arrestation et la détention, la traite des personnes, l'exploitation et l'extorsion lorsque les circonstances les obligent à quitter les camps sans permission pour tenter de trouver du travail afin de compléter le soutien humanitaire qui diminue. Les enfants finissent parfois par travailler dans des cantons voisins. Les femmes et les filles sont victimes de violence fondée sur le genre et exposées à d'autres risques pour la sécurité lorsqu'elles vont à la recherche de bois de chauffage, car elles doivent aller très loin pour le chercher en raison des pressions sur l'environnement.

Pour les enfants dans les camps, l'accès à une éducation de qualité est également compromis. Par exemple, en Tanzanie, où le programme d'études du pays d'origine est utilisé pour les enfants réfugiés, ils sont restés trois ans sans passer leurs examens finaux en raison de désaccords entre le pays d'accueil et le pays d'origine — dans ce cas-ci, le Burundi — sur les modalités de réalisation de ces examens. Les possibilités d'études supérieures sont aussi très limitées, car les bourses d'études accessibles sont rares.

En raison de restrictions légales et pratiques, le statut de réfugié a tendance à offrir moins de protection, ce qui a amené de nombreux réfugiés à choisir de vivre sous le radar en tant que migrants sans papiers, ce qui crée une autre couche de risques, dont la traite des personnes et l'apatridie.

La pauvreté est un problème transversal dans les déplacements des Africains, et elle est également au cœur de la recherche de solutions. Que les gens fuient des instabilités politiques ou des facteurs climatiques, la plupart des personnes qui fuient en Afrique vivaient dans la pauvreté avant de fuir. Mais ces gens vivent en outre aux côtés de communautés d'accueil qui crouaissent, elles aussi, dans la pauvreté, ce qui, dans une large mesure, définit la qualité de la protection à laquelle ils peuvent avoir accès.

Having said that, there are positive practices that are also worth sharing. African countries have been at the forefront of trying to find durable solutions for refugees who have lived in their countries for many years. I will share examples from my country again.

On several occasions, Tanzania has granted citizenship to groups of refugees. The largest group was the Burundian refugees who were granted citizenship — over 162,000 Burundian refugees. Citizenship was also granted to Rwandans and Somali Bantus in previous years.

Countries are working toward facilitating returns. That has its challenges as well. The attempts to have refugee inclusion was seen in Ethiopia and Uganda where refugees can work. In my country, however — and this is a fact that is sometimes forgotten — about 40,000 refugees living in villages, which I shared before. Despite the challenges they face, they are still able to benefit from the structures and systems that benefit the host communities as well.

Tanzania has also made a work permit for refugees free, but that has its challenges, especially in accessing it.

African countries have continued to allow people fleeing persecution to access their territories. Despite many challenges that are shared, Tanzania has continued to receive refugees. Just this year, over 12,000 Congolese refugees have been admitted as asylum seekers in Tanzania.

Finally, to achieve solutions to some of the challenges that I have shared, some issues need to be met. I believe that Canada can support in overcoming them. The first is to increase humanitarian support to refugees in Africa. The restrictions upon self-reliance, when met with diminishing humanitarian support, mean more suffering for refugee men, women, girls and boys who have no control over their situation. It is also key to invest in local advocacy with host governments through supporting local actors — including refugees themselves and academia — to work with governments and host populations to understand their deep concerns and work with them toward finding workable solutions. In addition, to promote human rights and people-centred approaches as win-win approaches of dealing with forced displacement, and to reshape the refugee narrative and break existing myths of refugees and migrants.

It is also to support countries of origin, which have made positive progress in attaining peace and security, like Burundi, to be able to restore and rebuild socio-economic and democratic structures and frameworks that will support sustainable return of

Cela dit, il y a des pratiques positives qui méritent d'être racontées. Les pays africains sont à l'avant-garde de la recherche de solutions durables pour les réfugiés qui vivent dans leurs pays depuis de nombreuses années. Je vais encore donner des exemples de mon pays.

À plusieurs occasions, la Tanzanie a accordé la citoyenneté à des groupes de réfugiés. Le groupe le plus important a été celui des réfugiés burundais à qui on a accordé la citoyenneté — plus de 162 000 réfugiés burundais. La citoyenneté a également été accordée aux Rwandais et aux Bantous somaliens au cours des années précédentes.

Les pays s'efforcent de faciliter les retours. Ceux-ci présentent aussi des défis. Des tentatives d'inclusion des réfugiés ont été observées en Éthiopie et en Ouganda, où ils peuvent travailler. Cependant, dans mon pays — et c'est un fait qu'on oublie parfois —, environ 40 000 réfugiés vivent dans des villages, et j'en ai déjà parlé. Malgré les défis auxquels ils font face, ils peuvent tout de même bénéficier de structures et de systèmes qui profitent également aux communautés d'accueil.

Par ailleurs, la Tanzanie offre les permis de travail gratuitement aux réfugiés, mais ces permis présentent des difficultés, surtout pour ce qui est d'y accéder.

Des pays africains continuent de permettre aux personnes qui fuient la persécution d'accéder à leurs territoires. Malgré les nombreux problèmes communs, la Tanzanie continue d'accueillir des réfugiés. Pas plus tard que cette année, plus de 12 000 réfugiés congolais y ont été admis comme demandeurs d'asile.

Enfin, pour trouver des solutions à certains des défis que j'ai mentionnés, il faut régler des problèmes. Je crois que le Canada peut fournir un soutien qui nous aidera à les surmonter. La première solution consiste à accroître l'aide humanitaire destinée aux réfugiés en Afrique. Lorsque le soutien humanitaire diminue, les restrictions imposées à l'autonomie se traduisent par une souffrance accrue pour les hommes, femmes, filles et garçons réfugiés, qui n'ont aucun contrôle sur leur situation. Il est également essentiel d'investir dans la défense des intérêts locaux auprès des gouvernements hôtes en aidant les acteurs locaux — y compris les réfugiés eux-mêmes et les universitaires — à travailler avec les gouvernements et les populations d'accueil afin que l'on comprenne leurs préoccupations profondes et que l'on travaille avec eux pour trouver des solutions pratiques. De plus, il faut promouvoir les droits de la personne et les approches centrées sur les personnes comme moyen gagnant-gagnant de traiter les déplacements forcés, ainsi que remodeler le discours des réfugiés et briser les mythes existants sur les réfugiés et les migrants.

Il s'agit également d'aider les pays d'origine, qui ont réalisé des progrès positifs en matière de paix et de sécurité, comme le Burundi, à rétablir et à reconstruire des structures et des cadres socioéconomiques et démocratiques qui favoriseront le retour

migrants and refugees. It is also important to increase settlement flows and add complementary pathways for displaced people to have an opportunity to reset their lives in a third country but also to relieve countries of asylum.

It is key to rework the responsibility-sharing model and make it more predictable. That can start by acknowledging the real contributions of host governments in Africa and their real struggles while trying to offer protection and attempt to match it.

The Global North should also stop the double standard regarding their response to migration. Canada is well placed to remind fellow governments of the north of their responsibility to lead by example.

Finally, it is important to continue to invest in promoting human rights and fundamental freedoms in general and addressing poverty in the region in Africa, because those are some of the reasons why people are displaced.

I thank you.

The Chair: Ms. Dureid.

Muzna Dureid, Advocacy and Partnership Manager, Nobel Women's Initiative and Member, Refugee Advisory Network of Canada, as an individual: Thank you so much, esteemed senators. Thank you for your invitation today.

I want to mention that today is the global strike for Gaza to call for an immediate ceasefire. I'm joining exceptionally since the session was scheduled in November.

I am a former asylum seeker and refugee from Syria.

The Refugee Advisory Network of Canada is an advisory group in Canada on forced displacement. Today, more than one quarter of humanity lives in conflict-affected areas. Forced displacement in the Middle East is a complex issue that has been exacerbated by a combination of factors. The region has experienced a significant number of conflicts and crises, leading to large populations being forcibly displaced from their homes.

Syria was one of the most significant contributors to forced displacement in the Middle East, which began after the social uprising in 2011. As a result of the Syrian regime's violent response, we have 6.7 million Syrians who have been internally displaced and 5 million have fled the horror of Assad to neighbouring countries like Turkey, Lebanon, Jordan and Iraq.

Il importe également d'accroître les flux d'établissement et d'ajouter des voies complémentaires pour que les personnes déplacées aient la possibilité de recommencer leur vie dans un pays tiers, mais aussi pour soulager les pays d'asile.

Il est essentiel de remanier le modèle de partage des responsabilités et de le rendre plus prévisible. Pour ce faire, on peut commencer par reconnaître la contribution réelle des gouvernements hôtes en Afrique et leurs luttes réelles, tout en essayant d'offrir une protection et en tentant de l'égaliser.

En outre, les pays du Nord devraient mettre fin à la politique de deux poids, deux mesures en ce qui concerne leur réaction à la migration. Le Canada est bien placé pour rappeler à ses homologues du Nord qu'il leur incombe de donner l'exemple.

Enfin, il est important de continuer d'investir dans la promotion des droits de la personne et des libertés fondamentales en général, ainsi que dans la lutte contre la pauvreté dans la région de l'Afrique, car ce sont certaines des raisons pour lesquelles les gens sont déplacés.

Je vous remercie.

La présidente : Madame Dureid, vous avez la parole.

Muzna Dureid, responsable du plaidoyer et des partenariats, Nobel Women's Initiative, et membre, Refugee Advisory Network of Canada, à titre personnel : Je vous remercie infiniment, distingués sénateurs. Merci de votre invitation d'aujourd'hui.

Je veux mentionner qu'aujourd'hui a lieu la grève mondiale pour Gaza, pour appeler à un cessez-le-feu immédiat. Je me joins à vous de façon exceptionnelle puisque la séance était prévue en novembre.

Je suis une ancienne demandeur d'asile et réfugiée de la Syrie.

Le Refugee Advisory Network of Canada est un groupe consultatif du Canada sur les déplacements forcés. Aujourd'hui, plus du quart de l'humanité vit dans des régions touchées par des conflits. Les déplacements forcés au Moyen-Orient sont un problème complexe qui a été exacerbé par une combinaison de facteurs. La région a connu un nombre important de conflits et de crises, en conséquence desquels de vastes populations ont été déplacées de force de chez elles.

La Syrie a été l'un des principaux pays à contribuer aux déplacements forcés au Moyen-Orient, qui ont commencé après le soulèvement social de 2011. À la suite de la réaction violente du régime syrien, 6,7 millions de Syriens ont été déplacés à l'intérieur du pays, et 5 millions ont fui l'horreur d'Assad vers des pays voisins comme la Turquie, le Liban, la Jordanie et l'Irak.

While international media turned the lights off on Syria, Russia and the Assad regime continue to attack civilians and refugee camps, especially after an earthquake that hit Northwest Syria, which is home to 5 million people who have been displaced multiple times. Thus, Canada's program to support the victims of the earthquake in Syria represents a glimpse of hope for those who wait for our help but need to target those who are the most in need. The victims of the earthquake have lost their official papers and their passports. They don't have the papers to apply for a visa to come to Canada and to benefit from the program that the government initiated after the earthquake.

In Sudan, as the conflict enters its ninth month, more than 4 million women and girls are now at risk of sexual violence. Over 9,000 people have been killed, forcing nearly 6 million to become displaced — 4.63 million internally and 1.17 million externally. While the measures taken by Canada to relocate the families of Canadians and Sudanese permanent residents contributed to saving lives, the window of this program is short despite that the fact this conflict knows no deadline. The suffering is continuing. Thus, Canada should provide a longer time for families to be able to apply and to get out of the Sudan to get the visa and benefit from reunification with their families in Canada.

In terms of Palestinian refugees, the Palestinian refugee crisis is a longstanding issue in the Middle East, dating back to the establishment of Israel in 1948, with millions residing in refugee camps in the occupied Palestinian territories, Gaza and neighbouring countries. However, in the last few weeks, refugee camps in Gaza, such as the Jabalia and Maghazi camps, operated by UNRWA, were systematically attacked by the Israeli army. Despite these serious human rights violations and the genocide that is taking place in Gaza, Canada voted to abstain on a humanitarian resolution at the United Nations that called for a ceasefire. If Canada wants to have a diplomatic role in building peace, as it was known, and to contribute to saving lives, then it should revisit its votes and its actions, and call for an immediate ceasefire.

Camps are a refuge for vulnerable people and nothing justifies targeting them.

In Afghanistan, where gender apartheid is imposed upon Afghani women inside Afghanistan by the Taliban and in Pakistan where 1.7 million Afghani refugees are under risk of deportation, more commitments should be taken by Canada to support Afghani refugees at risk.

Pendant que les médias internationaux ont éteint les projecteurs sur la Syrie, la Russie et le régime Assad continuent d'attaquer des civils et des camps de réfugiés, surtout après le tremblement de terre qui a frappé le nord-ouest de la Syrie, où vivent cinq millions de personnes qui ont été déplacées à plusieurs reprises. Ainsi, le programme canadien d'aide aux victimes du tremblement de terre en Syrie représente une lueur d'espoir pour les personnes qui attendent notre aide, mais il doit cibler celles qui en ont le plus besoin. Les victimes du séisme ont perdu leurs documents officiels et leurs passeports. Elles n'ont pas les documents nécessaires pour demander un visa afin de venir au Canada et pour bénéficier du programme que le gouvernement a lancé après le séisme.

Au Soudan, alors que le conflit amorce son neuvième mois, plus de quatre millions de femmes et de filles sont maintenant à risque de violence sexuelle. Plus de 9 000 personnes ont été tuées, ce qui a forcé le déplacement de près de 6 millions de personnes : 4,63 millions à l'intérieur du pays, et 1,17 million à l'extérieur. Les mesures prises par le Canada pour relocaliser les familles de résidents permanents canadiens et soudanais ont contribué à sauver des vies, mais la période de ce programme est courte, malgré le fait que ce conflit n'a pas de date d'échéance. La souffrance persiste. Ainsi, le Canada devrait accorder plus de temps aux familles pour qu'elles puissent présenter une demande et quitter le Soudan afin d'obtenir un visa et bénéficier de la réunification avec leurs membres au Canada.

En ce qui concerne les réfugiés palestiniens, la crise qui les touche est un problème de longue date au Moyen-Orient, qui remonte à l'établissement d'Israël en 1948. Des millions de personnes vivent dans des camps de réfugiés dans les territoires palestiniens occupés, à Gaza et dans les pays voisins. Cependant, au cours des dernières semaines, des camps de réfugiés à Gaza, comme les camps de Jabalia et de Maghazi, exploités par l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ont fait l'objet d'attaques systématiques par l'armée israélienne. Malgré ces graves violations des droits de la personne et le génocide qui a lieu à Gaza, le Canada s'est abstenu de voter sur une résolution humanitaire des Nations unies demandant un cessez-le-feu. Si le Canada veut jouer un rôle diplomatique dans l'édification de la paix, telle qu'on la connaissait, et contribuer à sauver des vies, il devrait revoir ses votes et ses mesures et appeler à un cessez-le-feu immédiat.

Les camps sont un refuge pour les personnes vulnérables, et rien ne justifie qu'on les prenne pour cibles.

En Afghanistan, où l'apartheid fondé sur le sexe est imposé aux Afghanes à l'intérieur du pays par les talibans et au Pakistan, où 1,7 million de réfugiés afghans risquent l'expulsion, le Canada devrait prendre d'autres engagements visant à soutenir les réfugiés afghans à risque.

As for recommendations and what we need from Canada, first, more than ever, there are increased human rights defenders, journalists and activists who are at risk and need to be resettled by different pathways, not only via human rights programs that we have, with a cap of 500 spots, but we need more pathways to support those who are at risk. Canada should treat all refugees with equal footing without any discrimination based on ethnicity, religion or colour. Refugees are contributing to Canadian society, and more measures should be in place to facilitate their integration in Canada by fast-tracking the recognition of their accreditation and eliminating the Canadian experience requirement.

In light of funding shortages, supporting refugee-led organizations in Canada and abroad is essential because they are the experts in addressing the challenges that refugees face. Supporting the peace-building efforts led by refugees resettled in Canada is a win-win process to maximize the benefits of their expertise and to enhance Canada's global role and diplomacy. Thank you.

The Chair: Thank you both for your presentations. Before asking and answers questions, I would like to ask committee members and witnesses in the room for the duration of this meeting to please refrain from leaning in too closely to the microphone or to remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

We will now proceed to questions from senators. Colleagues, you have four minutes for your question, and that includes the answer.

Senator Omidvar: Thank you to both of our witnesses. You have helped to see a window into a region that is under stress.

My first question is for Ms. Ruhundwa. This is not an easy study because it is not full of points of light or good stories; it's a hard study. Ms. Ruhundwa, I was very pleased to hear you mention the outstanding role that Tanzania played in 2016, when it offered naturalization to over 200,000 Burundian refugees. I hope that we can highlight this in our report, because it is likely the first and only time so far that a country has gone so far. I am curious to know, Ms. Ruhundwa, after the situation in Burundi had somewhat normalized and refugees were able to be repatriated, can you tell me roughly how many Burundian refugees in Tanzania chose the path of repatriation and how many chose the path of staying in Tanzania and gaining citizenship?

Quant aux recommandations et à ce dont nous avons besoin de la part du Canada, tout d'abord, plus que jamais, davantage de défenseurs des droits de la personne, de journalistes et de militants sont à risque et doivent être réinstallés par différentes voies, pas seulement dans le cadre de nos programmes relatifs aux droits de la personne, qui ont un plafond de 500 places, mais nous avons besoin de plus de voies pour soutenir les personnes qui sont à risque. Le Canada devrait traiter tous les réfugiés sur un pied d'égalité, sans discrimination fondée sur l'origine ethnique, la religion ou la couleur. Les réfugiés contribuent à la société canadienne, et il faudrait mettre en place d'autres mesures pour faciliter leur intégration au Canada en accélérant la reconnaissance de leur accréditation et en éliminant l'exigence de l'expérience canadienne.

Compte tenu du manque de financement, il est essentiel d'appuyer les organisations dirigées par des réfugiés au Canada et à l'étranger parce qu'ils sont les experts pour ce qui est de relever les défis auxquels font face les réfugiés. Le soutien des efforts de consolidation de la paix dirigés par des réfugiés réinstallés au Canada est un processus gagnant-gagnant qui vise à maximiser les avantages de leur expertise et à renforcer le rôle et la diplomatie du Canada à l'échelle mondiale. Merci.

La présidente : Je vous remercie tous les deux de vos exposés. Avant de poser des questions et d'entendre les réponses, je voudrais demander aux membres du comité et aux témoins présents dans la salle pendant la séance de bien vouloir éviter de se pencher trop près du microphone ou de retirer leurs écouteurs s'ils le font. Ces mesures éviteront les réactions acoustiques sonores qui pourraient avoir une incidence négative sur les membres du personnel du comité qui se trouvent dans la salle.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Chers collègues, vous disposez de quatre minutes pour poser votre question, et cela comprend la réponse.

La sénatrice Omidvar : Je remercie nos deux témoins. Vous nous avez aidés à voir une fenêtre sur une région qui est dans une situation de tension.

Ma première question s'adresse à Mme Ruhundwa. Ce n'est pas une étude facile parce qu'elle n'est pas pleine de notes d'optimisme ou de bonnes histoires; c'est une étude difficile. Madame Ruhundwa, j'ai été très heureuse de vous entendre mentionner le rôle exceptionnel que la Tanzanie a joué en 2016, lorsqu'elle a offert la naturalisation à plus de 200 000 réfugiés burundais. J'espère que nous pourrons le souligner dans notre rapport, car c'est probablement la première et la seule fois qu'un pays est allé aussi loin. Je suis curieuse de savoir, madame Ruhundwa, après que la situation au Burundi s'est normalisée en quelque sorte et que les réfugiés ont pu être rapatriés... pouvez-vous me dire approximativement combien de réfugiés burundais en Tanzanie ont choisi d'être rapatriés et combien ont choisi de rester en Tanzanie et d'obtenir la citoyenneté?

Ms. Ruhundwa: Thank you. I should mention that in Tanzania we have different groups of Burundian refugees. I want to be clear if you are asking about the 1972 Burundian refugees, because these are the only ones who were given the opportunity to choose being locally integrated, returning or repatriation. The rest, especially the ones who came in 2015, have not been given that opportunity. For them, the only durable solution is repatriation. Very few were able to be resettled, but there is no option for being granted citizenship for this group. It is the same case with the group that came in the 1990s. They were not given an opportunity to be naturalized. It is only the group that came in 1972 that was given those three choices.

Senator Omidvar: Then my information is likely not accurate. I had a conversation with President Kikwete, who was president of Tanzania, and he talked at length about the opportunities in 2015 that gave a pathway to citizenship for more than 200,000 Burundians. But we can check that out ourselves, Ms. Ruhundwa.

This is the only chance we will get to talk about Africa, and Africa is a large region where we need some insights. Could you comment on the situation in South Sudan, on the one hand, and on the situation in South Africa on the other? In South Sudan, refugee streams are being created on a daily basis with the violence there, and South Africa because it has now become the hub for asylum seekers and has apparently decided to step back from the UN convention and deny access to refugees streaming to it from other parts of the region.

Ms. Ruhundwa: Thank you. I will start with the situation in South Africa. What we are seeing in South Africa is the impact of not having common laws and policies toward refugees. We each make our countries that have progressive laws and policies more attractive to refugees and end up receiving a huge number of refugees. When that happens, we see xenophobic responses from the masses, which somehow impacts the decisions of the government.

In my opinion, this is a call for all countries in Africa, and also the international community at large, to try as much as possible to promote common standards as far as refugee protection is concerned in order to not make some countries more attractive because asylum is provided to people who are in need, and all refugees deserve to get better, worldwide standards of protection. When it feels like you go to certain countries and you are not able to get that kind of protection, then everyone wants to go to just a few countries, those are the results that we are seeing.

Mme Ruhundwa : Merci. Je devrais mentionner qu'en Tanzanie, nous avons différents groupes de réfugiés burundais. Je veux être certaine de bien comprendre si vous posez une question au sujet des réfugiés burundais de 1972, parce que ce sont les seuls qui ont eu la possibilité de choisir l'intégration locale, le retour ou le rapatriement. Les autres, surtout ceux qui sont arrivés en 2015, n'ont pas eu cette possibilité. Dans leur cas, la seule solution durable est le rapatriement. Très peu ont pu être réinstallés, mais il n'y a aucune possibilité d'obtenir la citoyenneté pour ce groupe. Il en va de même pour celui qui est arrivé dans les années 1990. On ne leur a pas donné la possibilité d'être naturalisés. Seul le groupe qui est arrivé en 1972 a eu ces trois choix.

La sénatrice Omidvar : Dans ce cas, mes renseignements ne sont probablement pas exacts. J'ai eu une conversation avec le président Kikwete, qui a été président de la Tanzanie, et il a longuement parlé des possibilités, en 2015, qui ouvraient la voie vers la citoyenneté à plus de 200 000 Burundais. Mais nous pourrions vérifier nous-mêmes, madame Ruhundwa.

C'est la seule occasion que nous aurons de parler de l'Afrique, et l'Afrique est une vaste région sur laquelle nous avons besoin de points de vue. Pourriez-vous nous parler de la situation au Soudan du Sud, d'une part, et de celle en Afrique du Sud, d'autre part? Au Soudan du Sud, des flux de réfugiés sont créés quotidiennement en raison de la violence qui y sévit, ainsi qu'en Afrique du Sud, parce que ce pays est maintenant devenu la plaque tournante pour les demandeurs d'asile et semble avoir décidé de se retirer de la convention des Nations unies et de refuser l'accès aux réfugiés provenant d'autres parties de la région.

Mme Ruhundwa : Merci. Je vais commencer par la situation en Afrique du Sud. Ce que nous observons dans ce pays, c'est l'incidence de l'absence de lois et de politiques communes à l'égard des réfugiés. Chaque pays qui adopte des lois et des politiques progressistes devient plus attrayant pour les réfugiés et finit par recevoir un très grand nombre de ceux-ci. Lorsque cela se produit, on voit des réactions xénophobes de la part de la population, ce qui a une incidence sur les décisions du gouvernement.

À mon avis, c'est un appel lancé à tous les pays d'Afrique, et aussi à la communauté internationale en général, à essayer le plus possible de promouvoir des normes communes en matière de protection des réfugiés afin de ne pas rendre certains pays plus attrayants parce que l'asile est offert à des personnes dans le besoin et que tous les réfugiés méritent d'obtenir de meilleures normes mondiales de protection. Quand on a l'impression que, quand on va dans certains pays et qu'on n'est pas en mesure d'obtenir ce genre de protection, tout le monde veut se rendre dans quelques pays seulement, ce sont les résultats que nous observons.

Senator Omidvar: Ms. Ruhundwa, I want to be clear that we understand this. You are recommending a regional response with coordination, common standards, monitoring and evaluation so that the African states, possibly through the Organization of American States, or OAS, can take some leadership in their own region. Am I correct in hearing you say that?

Ms. Ruhundwa: Yes, that is what I am proposing because that's what we are seeing in our work. Many asylum seekers come to Tanzania, but then after spending a number of years there feeling that their life is in limbo, they will progress to other countries, sometimes within the east African region and sometimes toward the southern parts of the continent. It's because they are trying to seek a place where they have more opportunities to rebuild their lives than in Tanzania, where they are not able to be self-reliant.

Senator Omidvar: Thank you. I'll continue on second round, and I will have a question for the other witness.

[Translation]

Senator Gerba: Last year, the United Nations High Commissioner for Refugees visited Tanzania. On that occasion, he praised Tanzania's long tradition of welcoming and protecting refugees. The High Commissioner also praised one measure in particular, that of issuing birth certificates to refugee children, explaining that this gave them important legal protections while reducing the risk of statelessness.

Could you tell us more about this measure, which is specific to the Tanzanian government? Do you think it should be replicated in other contexts in Africa or around the world?

[English]

Ms. Ruhundwa: Thank you, honourable senator, for that question. Yes, I agree that this should be replicated, because refugee children, just like any other child, have the right to get their birth registered and to get birth certificates from the place of their birth. For a long time in Tanzania that was not happening. Lately, the government, in partnership with other national and international actors, has managed to offer their certificates to many refugee children. This is very important because given the nature of displacement, if children of refugees and other displaced people are not able to get birth certificates, it might be difficult for them to prove their place of birth and their nationality. Lack of birth certificates could possibly result in statelessness in the future. So, I believe that other countries that have not started issuing birth certificates to refugee children should replicate that. Thank you. I'm not sure if that was your question.

La sénatrice Omidvar : Madame Ruhundwa, je veux affirmer clairement que nous comprenons cela. Vous recommandez une réponse régionale avec une coordination, des normes communes, un suivi et une évaluation pour que les États africains, peut-être par l'entremise de l'Organisation des États américains, ou l'OEA, puissent assumer un certain leadership dans leur propre région. Vous ai-je bien entendu dire cela?

Mme Ruhundwa : Oui, c'est ce que je propose parce que c'est ce que nous voyons dans notre travail. De nombreux demandeurs d'asile viennent en Tanzanie, mais, après y avoir passé un certain nombre d'années avec l'impression de vivre dans l'oubli, ils progressent vers d'autres pays, parfois dans la région de l'Afrique de l'Est, et parfois vers le sud du continent. C'est parce qu'ils essaient de trouver un endroit où ils auront plus de possibilités de reconstruire leur vie qu'en Tanzanie, où ils ne peuvent pas être autonomes.

La sénatrice Omidvar : Je vous remercie. Je vais poursuivre au deuxième tour, et j'aurai une question pour l'autre témoin.

[Français]

La sénatrice Gerba : L'année dernière, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés a effectué une visite en Tanzanie. À cette occasion, il a notamment salué la longue tradition tanzanienne d'accueil et de protection des réfugiés. Le haut-commissaire a également salué une mesure, en particulier celle de la délivrance des actes de naissance aux enfants réfugiés, expliquant que cela leur accordait d'importantes protections juridiques tout en réduisant le risque d'apatride.

Pourriez-vous nous en dire davantage sur cette mesure qui est propre au gouvernement tanzanien? Pensez-vous qu'elle devrait être reproduite dans d'autres contextes en Afrique ou dans le monde?

[Traduction]

Mme Ruhundwa : Je vous remercie, honorable sénatrice, de poser cette question. Oui, je suis d'accord pour que cette mesure soit reproduite, parce que les enfants réfugiés, comme n'importe quel autre enfant, ont droit de faire enregistrer leur naissance et d'obtenir un acte de naissance de leur lieu de naissance. Pendant longtemps, ce n'était pas le cas en Tanzanie. Dernièrement, le gouvernement, en partenariat avec d'autres acteurs nationaux et internationaux, a réussi à offrir leurs certificats à de nombreux enfants réfugiés. C'est très important parce que, compte tenu de la nature du déplacement, si les enfants de réfugiés et d'autres personnes déplacées ne peuvent pas obtenir d'actes de naissance, il pourrait être difficile pour eux de prouver leur lieu de naissance et leur nationalité. L'absence d'actes de naissance pourrait se solder par l'apatridie dans l'avenir. Alors, je crois que les autres pays qui n'ont pas commencé à délivrer ces certificats aux enfants réfugiés devraient reproduire cette mesure. Merci. Je ne sais pas si c'était votre question.

[*Translation*]

Senator Gerba: Yes, do you think that other measures could be taken to strengthen the legal protection of refugees, especially children? Are there other measures you could recommend to protect children from a legal point of view?

[*English*]

Ms. Ruhundwa: Yes. One is birth certificates, which we already talked about. But I would like to touch on the fact that many displaced people who come to Tanzania — we have refugees who are registered, but we have also undocumented refugees and immigrants, whose children are at high risk of future statelessness, because since their parents are not documented, these children are not able to get birth certificates. But also, their parents enroll them in schools using fake names of either their Tanzanian friends or just made-up names that sound like Tanzanians. This is a challenge that these children face, and they have no recourse because their parents fear disclosing themselves. These children study using names that are not theirs and continue to live as Tanzanians although they are not. Sometimes, when they grow up, they get national IDs, and when it is discovered that they are not nationals, at which time, they will probably have also lost their documents from their countries of origin. There is a huge risk of statelessness in the future.

So, in determining how to protect these children, it is still facilitating their access to civil documents. A birth certificate is one of them.

It is important for the government to look at the interests of the children in this particular situation. And, if possible, to enforce a non-enquiry policy on the side of the parents when they want to register their children. I don't know if it is possible, but finding a way to ensure that the status of the parents doesn't deter them from moving forward in registering their children or finding documents for them or enrolling them in school. By not doing so, these children are exposed to all these future risks of statelessness.

Senator Bernard: My questions are also for Ms. Ruhundwa. First, I would like to get clarification on a couple of comments you made in your opening statements. Did I hear you correctly that there are some people in your country who have lived in refugee camps for 50 years? If that is the case, what are the reasons why these folks do not have a pathway out of those camps?

Ms. Ruhundwa: Thank you, honourable senator. By way of clarification, there are refugees who have lived in Tanzania for 50 years. They were living in settlements and in villages. The

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Oui. Pensez-vous que d'autres mesures pourraient être prises pour renforcer la protection juridique des réfugiés et surtout des enfants? Y a-t-il d'autres mesures que vous pourriez nous recommander pour protéger les enfants d'un point de vue juridique?

[*Traduction*]

Mme Ruhundwa : Oui. Les actes de naissance, dont nous avons déjà parlé, en sont une. Mais j'aimerais parler du fait que de nombreuses personnes déplacées qui viennent en Tanzanie... nous avons des réfugiés qui sont enregistrés, mais nous avons aussi des réfugiés et des immigrants sans papiers, dont les enfants sont à risque élevé d'apatridie dans l'avenir; comme leurs parents ne sont pas documentés, ces enfants ne peuvent pas obtenir de certificat de naissance. Mais aussi, leurs parents les inscrivent dans des écoles en utilisant de faux noms, soit celui de leurs amis tanzaniens, soit simplement des noms inventés qui sonnent tanzaniens. C'est un problème auquel ces enfants sont exposés, et ils n'ont aucun recours parce que leurs parents ont peur de révéler leur propre identité. Ces enfants étudient en utilisant des noms qui ne leur appartiennent pas et continuent de vivre en tant que Tanzaniens, même s'ils n'en sont pas. Parfois, lorsqu'ils grandissent, ils obtiennent des pièces d'identité nationales, et, lorsqu'on découvre qu'ils ne sont pas des ressortissants... à ce moment-là, ils ont probablement perdu leurs documents de leur pays d'origine. Il y a un risque énorme d'apatridie dans l'avenir.

Alors, pour déterminer comment protéger ces enfants, il s'agit toujours de faciliter leur accès aux documents civils. L'acte de naissance en est un.

Il est important que le gouvernement tienne compte des intérêts des enfants dans cette situation. En outre, si possible, il faut appliquer une politique de non-intervention du côté des parents lorsqu'ils veulent enregistrer la naissance de leurs enfants. Je ne sais pas si c'est possible, mais il faut trouver une façon de s'assurer que le statut des parents ne les dissuade pas de procéder à l'enregistrement de leurs enfants, de trouver des documents pour eux ou de les inscrire à l'école. Si on ne le fait pas, ces enfants sont exposés à tous ces risques d'apatridie dans l'avenir.

La sénatrice Bernard : Mes questions s'adressent également à Mme Ruhundwa. Tout d'abord, je voudrais obtenir des précisions sur quelques observations que vous avez faites dans votre déclaration préliminaire. Vous ai-je bien entendu dire qu'il y a dans votre pays des gens qui vivent dans des camps de réfugiés depuis 50 ans? Si c'est le cas, pour quelles raisons ces gens ne peuvent-ils pas sortir de ces camps?

Mme Ruhundwa : Merci, honorable sénatrice. En guise de précision, il y a des réfugiés qui vivent en Tanzanie depuis 50 ans. Ils vivaient dans des peuplements et dans des villages. La

majority of those in settlements were the ones who were naturalized and are now citizens. Only a few are remaining. But the 40,000 that I mentioned live in villages, not in refugee camps.

Some of the ones in refugee camps have been there for about 27 years, because the oldest camp in the country right now is near Nyarugusu Camp, opened in 1996, and there are refugees who came in 1996, stayed there and are still refugees there to date. To clarify, 50 years refers not to those in the camps, but rather to those in villages and a few in settlements. The difference between settlements, villages and camps is that those in the camps cannot leave the camp without permission, nor can they engage in self-reliance activities. Those in villages and settlements can access land only for use; they cannot own it, but they can access land for use. They have more freedom of movement, and they live alongside the host community and share facilities with the host communities. That's the main difference between the three.

Senator Bernard: Thank you. The other clarification was with regard to self-reliance activities. You just talked about it again. What kinds of activities would this involve?

Ms. Ruhundwa: By self-reliance activities, we mean livelihood activities that go beyond just helping refugees to acquire the basics like food that would allow them to live without necessarily needing humanitarian assistance.

In the refugee camps, what is currently allowed is kitchen gardening where they grow vegetables to subsidize and diversify the food they get and nothing else. They used to have homegrown markets that would bring together refugees and host communities, but now those markets are closed. Other businesses that were carried out in camps have been prohibited. That's why we talk about this self-reliance issue so often. Especially now, because even the food assistance that they are getting is not enough; it is less than 50%.

Senator Pate: I have a question for Ms. Dureid. I was in Northeast Syria this past summer and was shocked to see the extent of the displacement of locals, foreign nationals and many others. In a context where the Canadian government and many other international governments went in when the focus was on defeating Isis and Daesh, it seems to me that there has been a virtual abandonment particularly of Northeast Syria since that time. There is a huge need for infrastructure, basic food, water, accommodation and legal structure. I am curious as to whether you have any additional information that you might want to provide to this committee about the extent of that international commitment that was made to fight Isis, but then the abandonment of those very forces. I'm thinking particularly of

majorité de ceux des peuplements ont été naturalisés et sont maintenant citoyens. Il n'en reste que quelques-uns. Mais les 40 000 personnes dont j'ai parlé vivent dans des villages, pas dans des camps de réfugiés.

Certaines de celles qui sont dans des camps de réfugiés s'y trouvent depuis environ 27 ans, parce que le plus vieux camp du pays se trouve actuellement près de celui de Nyarugusu, ouvert en 1996, et il y a des réfugiés qui sont arrivés cette année-là, qui y sont restés et qui y sont toujours. Pour que ce soit clair, 50 ans, c'est non pas dans les camps, mais dans les villages et dans quelques peuplements. La différence entre les peuplements, les villages et les camps, c'est que les personnes qui vivent dans un camp ne peuvent pas le quitter sans permission, ni participer à des activités d'autonomisation. Les habitants des villages et des peuplements ne peuvent accéder aux terres qu'à des fins d'utilisation; ils ne peuvent pas en être propriétaires, mais ils peuvent y accéder à des fins d'utilisation. Ils jouissent d'une plus grande liberté de mouvement; ils vivent aux côtés de la communauté d'accueil et partagent les installations avec elle. Voilà la principale différence entre les trois.

La sénatrice Bernard : Merci. L'autre précision concernait les activités d'autonomisation. Vous venez d'en parler. De quels genres d'activités s'agirait-il?

Mme Ruhundwa : Nous entendons par ce terme les activités de subsistance qui vont au-delà du simple fait d'aider les réfugiés à acquérir les produits de base comme la nourriture qui leur permettraient de vivre sans avoir nécessairement besoin d'aide humanitaire.

Dans les camps, les réfugiés sont actuellement autorisés à cultiver un potager pour bonifier et diversifier la nourriture qui leur est donnée, et rien d'autre. Il y avait auparavant des marchés locaux qui rassemblaient les réfugiés et les membres des communautés d'accueil, mais ils sont maintenant fermés. D'autres activités commerciales qui avaient lieu dans des camps ont été interdites. C'est pourquoi nous parlons si souvent de la question de l'autonomie. Surtout en ce moment, car même l'aide alimentaire qu'ils reçoivent n'est pas suffisante; elle représente moins de 50 %.

La sénatrice Pate : J'ai une question pour Mme Dureid. J'étais dans le Nord-Est de la Syrie l'été dernier, et j'ai été choquée de constater l'ampleur des déplacements de gens de la région, de ressortissants étrangers et de bien d'autres personnes. Le gouvernement canadien et de nombreux autres gouvernements étrangers sont intervenus dans un contexte où la priorité était de vaincre le groupe État islamique et Daesh, mais il me semble qu'on a pratiquement abandonné la région depuis, particulièrement le Nord-Est de la Syrie. Les besoins en matière d'infrastructure, d'aliments de base, d'eau, de logement et de structure juridique sont énormes. J'aimerais savoir si vous avez des renseignements supplémentaires à fournir au comité au sujet de l'ampleur de l'engagement de la communauté internationale

some of the Kurdish forces who were fighting and are now left with millions of displaced people, both their own and foreign nationals from other countries.

Ms. Dureid: Thank you, senator, for this question. This is a very important point because Canada and all western countries should repatriate their citizens from the Roj camp, not only to support Syria to stabilize, but also because it is the right of their citizens to be repatriated to their countries and to appear before their national courts about what they did in the past.

There are also a few Canadians who are still in the Roj camp. There are women and children who have been repatriated from there already, but this should also be extended to men, not only to women and children, and also to repatriate the rest. I think one woman with six children are still in the camp.

In terms of supporting this pending issue, it's been almost four years without any solution or commitment from Western countries, including Canada. Regarding the situation in Northeast Syria, it is already a forgotten area of this region, even before the social uprising and the revolution in Syria. It is a weak area with no infrastructure. It is now exposed to bombardment from Turkey and from all the bombardments of the international coalition to defeat ISIS. It is already a weak area which needs the Canadian government, and other governments, to support more initiatives and more infrastructure projects to recover and to support civilians over there. Also, this area has been exposed to earthquakes, but less than Northwest Syria.

Senator Pate: Thank you very much.

The Chair: I have a brief question for you, Ms. Dureid. In your submission to us, you said that Canada should treat all refugees on an equal footing, without any discrimination, based on ethnicity, religion or colour. Do you feel Canada does not treat all its refugees the same?

Ms. Dureid: Thank you for raising this question. Honestly, no. It's Canada's response to all conflicts, starting from the Syrian displacement, the resettlement of Syrian refugees has become part of the Canadian election, namely, part of the promises of different parties to resettle Syrian refugees. When it comes to the Sudanese crisis and displacement, however, we have less commitment from Canada. And when it comes to the Ukrainian refugee displacement, we have unlimited numbers of Ukrainians hosted by Canada. No cap has been announced for that. When it comes to Afghan refugees, we have only 40,000. There is no equal footing.

quant à la lutte contre le groupe État islamique, et de l'abandon subséquent de ces mêmes forces, en particulier certaines des forces kurdes qui combattaient et qui se retrouvent maintenant avec des millions de personnes déplacées, tant des gens de la région que des ressortissants étrangers.

Mme Dureid : Sénatrice, je vous remercie de cette question. C'est un point très important, car le Canada et tous les pays occidentaux devraient rapatrier leurs citoyens du camp de Roj, non seulement pour aider la Syrie à se stabiliser, mais aussi parce que leurs citoyens ont le droit d'être rapatriés et d'être traduits devant les tribunaux de leur pays au sujet de ce qu'ils ont fait par le passé.

Il y a aussi quelques Canadiens qui se trouvent encore dans le camp de Roj. Des femmes et des enfants ont déjà été rapatriés de là, mais il faudrait rapatrier également les hommes, pas seulement les femmes et les enfants, et rapatrier aussi ceux qui restent. Je pense qu'une femme et six enfants sont toujours dans le camp.

En ce qui concerne le soutien dans ce dossier en cours, presque quatre années se sont écoulées sans solution ni engagement de la part des pays occidentaux, y compris le Canada. Quant à la situation dans le Nord-Est de la Syrie, c'est déjà un secteur oublié de la région, il l'était même avant le soulèvement social et la révolution en Syrie. C'est un secteur faible, sans infrastructure. Il est maintenant exposé aux bombardements de la Turquie et à tous ceux de la coalition internationale contre le groupe État islamique. C'est déjà un secteur faible, et il a besoin que les gouvernements du Canada et d'autres pays soutiennent davantage d'initiatives et de projets d'infrastructure en vue de son rétablissement et pour soutenir les civils. De plus, la région a été exposée à des tremblements de terre, mais moins que le Nord-Ouest de la Syrie.

La sénatrice Pate : Merci beaucoup.

La présidente : J'ai une brève question pour vous, madame Dureid. Dans le mémoire que vous nous avez présenté, vous dites que le Canada doit traiter tous les réfugiés sur un pied d'égalité, sans discrimination fondée sur l'origine ethnique, la religion ou la couleur de la peau. Avez-vous l'impression qu'il ne les traite pas sur un pied d'égalité?

Mme Dureid : Merci de soulever cette question. Honnêtement, non. Il s'agit de la réponse du Canada à tous les conflits, à commencer par le déplacement des réfugiés syriens. La réinstallation des réfugiés syriens est maintenant un enjeu électoral au Canada, divers partis ayant promis de réinstaller les réfugiés syriens. Cependant, le Canada est moins engagé en ce qui concerne la crise au Soudan et les déplacements. Lorsqu'il s'agit de réfugiés ukrainiens déplacés, le Canada les accueille en nombre illimité. Aucun plafond n'a été annoncé à cet égard. Quant aux réfugiés afghans, nous n'en avons que 40 000. Il n'y a pas égalité de traitement.

As refugees, we feel there is discrimination based on the background of refugees, from where they are coming, if they are white passive and if they are coming from a country that is allied to Canada or not. At the end of the day, we have more than 100 million refugees around the world. As I mentioned, one quarter of the global population lives in the conflict countries, and we need to have an equal footing. For the Gazan refugees, and for refugees from other countries, there is no response from Canada similar to what we have seen when it comes to Ukrainian refugees.

The Chair: Senators, we don't have time left for questions on a second round. I will get senators to ask their questions and then maybe the witnesses can give us written responses.

Senator Omidvar: Thank you for that opportunity. This has been a useful panel, but we need more wisdom. Ms. Ruhundwa, can you confirm that my information around the Tanzanian situation is correct? That's important for our records.

Ms. Dureid, do you think the motivation that Canada has for settling certain types of refugees over others is primarily political? What do you think we should do about that? Has the Government of Canada consulted with you and your refugee advisory network in a proactive way in the development of its policies? Thank you.

[Translation]

Senator Gerba: Ms. Dureid, you are the founder and coordinator of the Women Refugees, Not Captives campaign. What recommendations can you make to the Canadian government about forced marriages in refugee camps? What role could Canada play in putting an end to these practices?

[English]

Ms. Dureid: Thank you for those important questions.

The Chair: Ms. Dureid, you will have to give us written responses because we are out of time and we still have one other senator. We have decided that the senators will ask their questions, and then you can provide us with written responses. These are important questions, but we have to move on because the Senate is sitting at six o'clock and we can't be late. We still have another panel. Thank you for your understanding.

Senator Bernard: My question is around climate change. Either of the witnesses can send responses to this. I would be interested in knowing how recent climate change-related disasters, such as drought and flooding, have affected the

En tant que réfugiés, nous estimons qu'une discrimination est exercée en fonction des antécédents des réfugiés, de l'endroit d'où ils viennent, du fait qu'ils sont blancs passifs ou qu'ils viennent d'un pays allié du Canada ou non. Au bout du compte, il y a plus de 100 millions de réfugiés dans le monde. Comme je l'ai mentionné, le quart de la population mondiale vit dans des pays en conflit, et nous devons être traités sur un pied d'égalité. En ce qui concerne les réfugiés de Gaza et d'ailleurs, le Canada ne réagit pas de la même façon qu'il le fait dans le cas des réfugiés ukrainiens.

La présidente : Honorables sénateurs et sénatrices, il ne nous reste plus de temps pour une deuxième série de questions. Je vais vous demander de poser vos questions, et les témoins pourront peut-être nous transmettre des réponses écrites.

La sénatrice Omidvar : Je vous remercie de me donner cette occasion. Ce groupe a été utile, mais nous avons besoin d'éclaircissements supplémentaires. Madame Ruhundwa, pouvez-vous confirmer que mes renseignements sur la situation en Tanzanie sont exacts? C'est important pour nos dossiers.

Madame Dureid, pensez-vous que la motivation du Canada quant à l'établissement de certains types de réfugiés plutôt que d'autres est principalement politique? Selon vous, que devrions-nous faire à ce sujet? Le gouvernement du Canada vous a-t-il consultés, vous et votre réseau consultatif sur les réfugiés, de façon proactive, dans le cadre de l'élaboration de ses politiques? Merci.

[Français]

La sénatrice Gerba : Madame Dureid, vous êtes fondatrice et coordonnatrice de la campagne Women Refugees, Not Captives. Quelles recommandations pouvez-vous donner au gouvernement du Canada concernant les mariages forcés dans les camps de réfugiés? Quel rôle pourrait jouer le Canada pour mettre fin à ces pratiques?

[Traduction]

Mme Dureid : Merci pour ces questions importantes.

La présidente : Madame Dureid, vous allez devoir nous répondre par écrit, car le temps est écoulé, et il nous reste encore une question. Nous avons décidé que les sénateurs poseraient leurs questions et que vous y répondriez par écrit. Ce sont des questions importantes, mais nous devons passer à autre chose. Le Sénat siège à 18 heures et nous ne pouvons pas être en retard. Nous avons encore un autre groupe de témoins. Merci de votre compréhension.

La sénatrice Bernard : Ma question porte sur les changements climatiques. L'une ou l'autre des témoins peut nous fournir une réponse. J'aimerais connaître l'incidence des récentes catastrophes liées aux changements climatiques,

displaced populations that you have been working with. Thank you.

The Chair: My question is: Do you see any hope for the women of Afghanistan? Because they are totally forgotten. Thank you.

I want to take this opportunity to thank both our witnesses for agreeing to participate in this important study. Your assistance with our study is greatly appreciated.

We will turn now to our second panel.

Each of the witnesses has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from the witnesses and then turn to questions from the senators. With us at the table, please welcome Kathy Sherrell, Director, Settlement Services, Immigrant Services Society of British Columbia; Ms. Dana Wagner, Co-Founder and Managing Director of TalentLift; and Abdulla Daoud, Executive Director of the Refugee Centre.

Kathy Sherrell, Director, Settlement Services, Immigrant Services Society of British Columbia: Honourable senators, I appreciate this opportunity to appear before the standing committee. Immigrant Services Society of British Columbia, also known as ISSofBC, is one of Canada's largest immigrant- and refugee-serving agencies, providing a range of settlement, employment, language and resettlement supports for over 50 years. For context, we are B.C.'s largest provider of the Resettlement Assistance Program for Government-Assisted Refugees, a sponsorship agreement holder for privately sponsored refugees and the largest provider of B.C.-funded targeted services for refugee claimants. My comments are anchored in our work supporting Canada's humanitarian immigration objectives and also informed by two key reports.

The first, *Sustaining Welcome*, draws upon B.C. findings from SyRIA.lth, which is a four-year longitude study of long-term health outcomes of Syrian refugees settled in B.C., Ontario and Quebec. The second is *Journeys to Integration*, which looks at the social and economic outcomes of government-assisted refugees in B.C. over a 10-year period.

My comments today focus on the post-arrival phase in Canada, specifically, access to appropriate, timely and consistent supports to facilitate the settlement and integration among humanitarian

notamment la sécheresse et les inondations, sur les populations déplacées auprès desquelles vous avez travaillé. Merci.

La présidente : Ma question est la suivante : croyez-vous qu'il y a de l'espoir pour les femmes afghanes? Car elles sont totalement oubliées. Merci.

Je profite de l'occasion pour remercier nos deux témoins d'avoir accepté de participer à cette importante étude. Nous vous sommes grandement reconnaissants de votre aide à cet égard.

Nous allons maintenant passer à notre deuxième groupe de témoins.

Chacun des témoins a été invité à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous allons entendre les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs et sénatrices. Nous accueillons Kathy Sherrell, directrice des services d'établissement, Société des services aux immigrants de la Colombie-Britannique; Dana Wagner, cofondatrice et directrice générale de TalentLift; et Abdulla Daoud, directeur général du Centre de réfugiés.

Kathy Sherrell, directrice, Services d'établissement, Société des services aux immigrants de la Colombie-Britannique : Honorables sénateurs et sénatrices, je suis heureuse d'avoir l'occasion de comparaître devant le comité permanent. La Société des services aux immigrants de la Colombie-Britannique, aussi connue sous l'abréviation ISSofBC, est l'un des plus importants organismes d'aide aux immigrants et aux réfugiés au Canada. Depuis plus de 50 ans, elle offre un éventail de services de soutien en matière d'établissement, d'emploi, de langue et de réinstallation. Pour vous situer, elle est le plus important fournisseur de services du Programme d'aide à la réinstallation destiné aux réfugiés pris en charge par le gouvernement en Colombie-Britannique, elle est signataire d'une entente de parrainage visant les réfugiés parrainés par le secteur privé en plus d'être le plus important fournisseur de services ciblés financés par la Colombie-Britannique à l'intention des demandeurs d'asile. Mes commentaires sont fondés sur notre travail à l'appui des objectifs du Canada en matière d'immigration humanitaire, de même que sur deux rapports clés.

Le premier, qui s'intitule en anglais *Sustaining Welcome*, s'inspire des conclusions de *SyRIA.lth*, une étude longitudinale de quatre ans menée en Colombie-Britannique et portant sur les résultats à long terme en matière de santé de réfugiés syriens établis en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. Le deuxième, intitulé *Journeys to Integration*, traite des résultats sociaux et économiques des réfugiés pris en charge par le gouvernement en Colombie-Britannique sur une période de 10 ans.

Mes commentaires d'aujourd'hui portent sur la phase suivant l'arrivée au Canada, plus précisément sur l'accès à des mesures de soutien appropriées, opportunes et cohérentes facilitant

streams. Unlike other immigrant categories, refugees are not barred from entrance to Canada on medical grounds.

While not seeking to pathologize refugees, we do have to recognize refugees arriving in Canada may arrive with physical and mental health needs that differ from other Canadians. This includes individuals for whom long-term lack of access to medical attention for seemingly normal conditions has serious and long-lasting complex health outcomes; interrupted access to chronic medications and therapies; end-stage chronic illnesses; and, mental health clinical support needs.

Refugees in Canada do have access to the Interim Federal Health Program, or IFHP, which offers limited, temporary basic health coverage until provincial eligibility sets in, as well as supplemental and prescription coverage for one year. Although this is a national program, access to specific treatments or medications may vary significantly beyond and within provinces. Life-saving medication eligible in one province may be denied to refugees in another province. Advocacy for the coverage is often left to immigrant- and refugee-serving agencies or private sponsors who may lack medical knowledge and connections to advocate successfully.

We know from cultural integration models that there is a honeymoon period following arrival in year one followed by the reality and challenges with the settlement and integration in subsequent years. The SyRIA.lth research demonstrates this clearly with higher rates of depression in year two than in year one, yet the access to those clinical supports ceases at the end of the first year.

We need to ensure access to appropriate health care for refugees regardless of where they are in Canada. Doing this requires national consistency for what is eligible under the IFHP and reconsideration of eligibility periods for some of the supplemental activities.

A second group of refugee claimants are not currently eligible to access nationally funded settlement programming, and yet provision of the provincially or territorially funded services again varies significantly across provinces. Yet, over 75% of inland claimants will eventually have the ability to stay in Canada. Given long-term economic and social scarring that can result from delayed access to those critical services, national

l'établissement et l'intégration dans le cadre des volets humanitaires. Contrairement aux autres catégories d'immigrants, les réfugiés ne peuvent pas être interdits d'entrée au Canada pour des raisons médicales.

Il ne s'agit pas de pathologiser les réfugiés, mais il faut reconnaître que les réfugiés qui arrivent au Canada peuvent avoir des besoins en matière de santé physique et mentale qui diffèrent de ceux des autres Canadiens. Il y a notamment des personnes qui n'ont pas eu accès pendant longtemps à des soins médicaux pour des problèmes de santé apparemment normaux et qui souffrent maintenant de problèmes de santé complexes, graves et durables; des personnes dont l'accès à des médicaments et à des thérapies à long terme a été interrompu; des personnes atteintes de maladies chroniques en phase terminale; et des personnes ayant besoin de soutien clinique en santé mentale.

Au Canada, les réfugiés ont accès au Programme fédéral de santé intérimaire, ou PFSI, qui leur offre une protection en matière de soins de santé limitée et temporaire jusqu'à ce qu'ils deviennent admissibles à un régime provincial, ainsi qu'une couverture complémentaire et une couverture relative aux médicaments d'ordonnance pendant un an. Il s'agit d'un programme national, mais l'accès à des traitements ou à des médicaments particuliers peut varier considérablement d'une province à l'autre et à l'intérieur d'une même province. Un réfugié qui a accès à des médicaments vitaux dans une province peut se les voir refuser dans une autre province. La promotion de la protection est souvent confiée à des organismes d'aide aux immigrants et aux réfugiés ou à des répondants du secteur privé qui n'ont peut-être pas les connaissances médicales et les contacts nécessaires pour bien assumer cette tâche.

Les modèles d'intégration culturelle nous ont appris que la première année suivant l'arrivée s'apparente à une lune de miel, et que la réalité et les défis liés à l'établissement et à l'intégration se présentent au cours des années suivantes. La recherche Syria.lth le démontre clairement : les taux de dépression sont plus élevés la deuxième année que la première. Or, l'accès au soutien clinique prend fin à l'issue de la première année.

Nous devons veiller à ce que les réfugiés aient accès à des soins de santé appropriés, peu importe où ils se trouvent au Canada, ce qui passe par une uniformité à l'échelle nationale quant à ce qui est admissible au titre du PFSI et un réexamen des périodes d'admissibilité quant à certaines activités supplémentaires.

À l'heure actuelle, un second groupe de demandeurs d'asile ne sont pas admissibles aux programmes d'établissement financés à l'échelle nationale, et pourtant, la prestation des services financés par les provinces ou les territoires varie considérablement d'un endroit à l'autre. Or, plus de 75 % des personnes qui présentent une demande d'asile dans un bureau intérieur finiront par pouvoir rester au Canada. Compte tenu des

service support standards and eligibility should be expanded to include this group.

Canada is proud that we have a stated two-way model of integration through which Canadian society and newcomers have a mutual responsibility for integration. Our ongoing commitment to humanitarian immigration through overseas resettlement and inland protection requires that we have a national program and adequate supports in place. It is our collective responsibility to ensure that individuals coming to Canada under Canada's humanitarian immigration stream have the opportunity to use their skills and assets to fully contribute and succeed in this country as future Canadians. Thank you.

The Chair: Thank you, Ms. Sherrell. I turn to Ms. Wagner.

Dana Wagner, Co-Founder and Managing Director, TalentLift: Thank you very much for having me here today, honourable senators. My name is Dana Wagner and I am the Co-Founder and Managing Director with TalentLift.

We support employers to recruit internationally from within refugee populations, using skilled visas, as a solution to skill shortages in Canada and displacement worldwide. The Economic Mobility Pathways Pilot, or the EMPP, is the policy framework that makes this work possible. My remarks are about how to improve it.

I will, though, preface and echo my colleague, Muzna Dureid, from the first panel, by pointing to the dissonance created by Canada's will to lead on solutions to global displacement, and unwillingness to call for a ceasefire in Gaza. We have now lost more than 7,000 Palestinian children and more [Technical difficulty]. We have 80% of Gaza displaced and we need an immediate ceasefire.

Now, the EMPP is unlocking really remarkable opportunities: A manufacturer recently set a hiring target of 100 skilled workers for a facility in Guelph. In October, the Newfoundland and Labrador Health Services hired 49 nurses living in Ethiopia as refugees. These are nurses who don't have full rights, including work rights, or a pathway to permanence where they're currently living.

Recent innovations, including a new federal EMPP pathway that launched in June, hold a lot of promise to scale this impact. But, as always, in Canada, we can do better.

séquelles économiques et sociales à long terme qui peuvent découler d'un accès retardé à ces services essentiels, les normes nationales en matière de services de soutien et l'admissibilité devraient être élargies de façon à englober ce groupe.

Le Canada est fier d'avoir un modèle défini d'intégration bidirectionnelle dans le cadre duquel la société canadienne et les nouveaux arrivants partagent la responsabilité de l'intégration. Notre engagement soutenu à l'égard de l'immigration humanitaire par l'entremise de la réinstallation à l'étranger et de la protection au Canada exige un programme national et des mesures de soutien adéquates. Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que les personnes qui viennent au Canada dans le cadre du volet de l'immigration humanitaire du Canada aient la possibilité d'utiliser leurs compétences et leurs atouts pour apporter leur pleine contribution au pays et y réussir en tant que futurs Canadiens. Merci.

La présidente : Merci, madame Sherrell. Je cède la parole à Mme Wagner.

Dana Wagner, cofondatrice et directrice générale, TalentLift : Honorables sénateurs, je vous remercie de m'accueillir ici aujourd'hui. Je m'appelle Dana Wagner, et je suis cofondatrice et directrice générale de TalentLift.

Nous aidons les employeurs à recruter à l'étranger parmi les populations de réfugiés au moyen de visas de travailleurs qualifiés afin de remédier aux pénuries de compétences au Canada et aux déplacements à l'échelle mondiale. Le Projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique, ou PVAME, est le cadre stratégique qui rend ce travail possible. Mes observations portent sur la façon de l'améliorer.

Cela dit, je vais commencer par me faire l'écho des propos de ma collègue, Muzna Dureid, du premier groupe de témoins, en signalant la contradiction entre la volonté du Canada de jouer un rôle de premier plan pour trouver des solutions aux déplacements à l'échelle mondiale et son refus de demander un cessez-le-feu à Gaza. Nous avons maintenant perdu plus de 7 000 enfants palestiniens et plus [difficultés techniques]. Une proportion de 80 % de la population de la bande de Gaza a été déplacée, et nous avons besoin d'un cessez-le-feu immédiat.

Quant au PVAME, il ouvre des possibilités vraiment remarquables. Une usine de fabrication de Guelph s'est récemment fixé comme objectif d'embaucher 100 travailleurs qualifiés. En octobre, les services de santé de Terre-Neuve-et-Labrador ont embauché 49 infirmières vivant en Éthiopie comme réfugiées. Là où elles vivent en ce moment, ces infirmières ne jouissent pas de tous les droits, notamment en matière de travail, ou n'ont pas accès à une voie vers la résidence permanente.

Les innovations récentes, y compris la nouvelle voie d'accès fédérale au PVAME lancée en juin, sont très prometteuses pour ce qui est d'atténuer ces répercussions. Mais, comme toujours, au Canada, nous pouvons faire mieux.

Issue number one I would like to speak to you about is that the EMPP is still too narrow. And how do we measure whether it's too narrow or just right or beyond? The best reference point is the whole economic stream of permanent and temporary pathways. Until the EMPP framework and flexibility encompass the whole economic stream that's available to everyone else, we don't have full access or equity for displaced talent.

There were more than 604,000 people who arrived on work permits last year, in 2022, but the EMPP flexibility doesn't apply to those programs. Also, it doesn't apply to the Express Entry programs and others like the Self-employed Persons Program.

Our recommendation to close this gap is to mainstream access across the economic stream, including all permanent and temporary pathways. One way to begin this work is something like a gender-based analysis, which our team has referred to as a displacement-based analysis.

Issue number two is that language levels and testing are too inflexible. The new federal EMPP pathway that has done a lot of good things does have language levels that are proving prohibitive to many otherwise qualified candidates. We know this because we often have employers that require lower language to safely perform the work than the visa pathway requirements.

Now, on language testing. Currently, if you apply for a skilled visa with an English-language requirement outside Canada, you must take the British Council IELTS test, and you must write the exam in person. That means that right now, candidates from Afghanistan who are living in Pakistan are risking deportation to leave their homes to take their IELTS exam.

Other barriers encountered by our candidates are testing site availability because there are no testing sites in some countries or they may be outside major cities; there is inconsistent access for candidates with non-traditional documents like an expired passport; high cost; restrictive payment methods; and, last but definitely not least, it's a difficult test that doesn't accurately reflect a working knowledge of English.

To address the too-high language level, we recommend removing the minimum English or French level in higher-skilled jobs, so that is TEER 3-0. There are precedents for this in some provincial nominee programs, including Ontario, Newfoundland

Le premier problème dont j'aimerais vous parler est celui de la portée trop étroite du PVAME. Comment déterminer si sa portée est trop étroite, idéale ou trop large? Le meilleur point de référence, c'est l'ensemble du volet économique des voies d'accès à la résidence permanente ou temporaire. Tant que le PVAME n'aura pas un cadre et une souplesse englobant l'ensemble du volet économique accessible à tous les autres, il n'y aura pas d'accès complet ou équitable pour les personnes déplacées compétentes.

Plus de 604 000 personnes sont arrivées grâce à un permis de travail l'an dernier, en 2022, mais le PVAME n'a pas la souplesse requise pour s'appliquer à ces programmes. De plus, il ne s'applique pas à l'entrée express ni à d'autres programmes comme le Programme d'immigration des travailleurs autonomes.

Pour combler cette lacune, nous recommandons une généralisation de l'accès dans l'ensemble du volet économique, y compris en ce qui concerne toutes les voies d'accès à la résidence permanente ou temporaire. À cette fin, une analyse assimilable à une analyse comparative entre les sexes — désignée par notre équipe sous le nom d'analyse fondée sur le déplacement — constitue un point de départ.

Le deuxième problème, c'est le caractère trop rigide des niveaux de compétence linguistique et des tests de langue. La nouvelle voie d'accès fédérale au PVAME, qui a eu beaucoup d'effets positifs, comporte des niveaux linguistiques qui se révèlent prohibitifs pour de nombreux candidats autrement qualifiés. Nous le savons parce que, bien souvent, le niveau de compétence linguistique exigé par les employeurs pour effectuer le travail en toute sécurité est moins élevé que celui exigé dans le cadre d'une demande de visa.

Pour ce qui est des tests de langue, à ce moment-ci, si vous présentez une demande de visa de travailleur qualifié depuis l'étranger et que la maîtrise de l'anglais est exigée, vous devez passer le test de l'International English Language Testing System — ou IELTS — auprès du British Council, et vous devez le faire en personne. Cela veut dire qu'à l'heure actuelle, des candidats de l'Afghanistan qui vivent au Pakistan risquent l'expulsion en quittant leur domicile pour aller passer le test.

Parmi les autres obstacles rencontrés par nos candidats, il y a l'accessibilité des sites d'évaluation. En effet, certains pays sont dépourvus de sites d'évaluation, ou alors ces sites peuvent se trouver à l'extérieur des grandes villes. Il y a aussi l'accès inégal pour les candidats munis de documents non conventionnels, comme un passeport expiré; les coûts élevés; les méthodes de paiement restrictives; et dernier obstacle, mais certainement pas le moindre, il y a la difficulté du test, qui ne reflète pas fidèlement une connaissance pratique de l'anglais.

Pour régler le problème du niveau de compétence linguistique trop élevé, nous recommandons la suppression du niveau minimal d'anglais ou de français dans le cas d'emplois hautement spécialisés, c'est-à-dire ceux de la catégorie de

and Labrador, and potentially replacing these minimums with an affidavit from the employer that the candidate has the language needed to safely perform the job.

To address too-restrictive English testing, we recommend accepting an online version of the British Council IELTS test; and also accepting a test by a second provider, such as Duolingo.

Issue number three is a risk of uneven access across diversity dimensions. I noted that Newfoundland and Labrador Health Services hired 49 nurses living as refugees in Ethiopia, and some are living in the capital, in Addis Ababa, and others are living in camps spread out around the country.

Currently, a medical exam is required during EMPP visa processing before approval. Those in Addis can take one nearby. But those in most camps in Ethiopia need to take a flight to get to the nearest medical exam facility.

Friction like this means it takes more time and it costs more money for camp-based candidates to access the same Canadian job opportunity and, ultimately, that could prove to be a competitive disadvantage.

We recommend investing in equitable access within talent pools, with a focus on improving access by women, those living in refugee camps or other remote areas, and those who are LGBTQ.

This investment can include funding and targeted policy solutions.

In closing, underlying these recommendations is the idea that people with talent and potential who live in refugee situations should have the same access to opportunities as talented people from any other background. If we build that world, then many more of the 35 million-plus people living as refugees can use their skills to leave situations of limbo and reduced rights, and use regular routes to reach safe, new homes.

Thank you.

formation, d'études, d'expérience et de responsabilités — la FEER 3-0. Il y a des précédents à cet égard dans certains programmes de candidats des provinces, notamment en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, et une solution de remplacement en ce qui concerne les exigences minimales pourrait être un affidavit de l'employeur selon lequel le candidat possède les compétences linguistiques requises pour effectuer le travail en toute sécurité.

Pour ce qui est de l'évaluation trop restrictive des compétences en anglais, nous recommandons d'accepter une version en ligne du test de l'IELTS du British Council, et d'accepter un test subi auprès d'un deuxième fournisseur, comme Duolingo.

Le troisième problème est le risque d'un accès inégal dans toutes les dimensions de la diversité. J'ai remarqué que les services de santé de Terre-Neuve-et-Labrador ont embauché 49 infirmières qui vivent comme réfugiées en Éthiopie. Certaines d'entre elles vivent dans la capitale, à Addis-Abeba, et d'autres vivent dans des camps un peu partout au pays.

À l'heure actuelle, un examen médical est requis avant l'approbation d'une demande de visa dans le cadre du PVAME. Les personnes qui se trouvent à Addis-Abeba peuvent en subir un près de chez elles, mais celles qui vivent dans la plupart des camps en Éthiopie doivent prendre l'avion pour se rendre au centre d'examen médical le plus proche.

À cause des frictions de ce genre, l'accès aux mêmes possibilités d'emploi au Canada sera plus long et plus coûteux pour les candidates des camps et, au bout du compte, cela pourrait se révéler un désavantage concurrentiel.

Nous recommandons d'investir dans l'accès équitable au sein des bassins de talents en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès pour les femmes, les personnes vivant dans des camps de réfugiés ou d'autres régions éloignées et pour les personnes LGBTQ.

Cet investissement peut comprendre du financement et des solutions stratégiques ciblées.

En conclusion, ces recommandations reposent sur l'idée que les personnes qui ont du talent et du potentiel et qui vivent dans des conditions de réfugiés devraient bénéficier du même accès aux possibilités que les personnes talentueuses de tout autre milieu. Si nous construisons ce monde, une proportion beaucoup plus grande des 35 millions de personnes ou plus qui vivent comme des réfugiés pourront utiliser leurs compétences pour se sortir de situations d'incertitude où leurs droits sont restreints, et emprunter les voies régulières pour se rendre à un nouveau domicile sûr.

Merci.

[Translation]

Abdulla Daoud, Executive Director, The Refugee Centre: Hello everyone. My name is Abdulla Daoud and I'm the executive director of the Refugee Centre in Montreal.

[English]

Our organization is rooted in the refugee community, providing a variety of services, including the only full service, free refugee legal clinic in Montréal.

So far this year, we have assisted over 9,000 refugees and refugee claimants. We would like to thank the committee for the opportunity to address the issue at hand. I hope to provide you all with a deep understanding of the complex factors driving global forced migration in Canada, in a Canadian context.

Today, we are witnessing an unprecedented increase in people moving across borders, a situation caused by a mix of issues like worldwide turmoil, armed conflicts, climate change and gender-based violence, to name a few.

This multifaceted issue is transforming societies and creating new policy challenges and, most importantly, affecting the lives of people attempting to seek safety here in Canada today. I hope to approach this issue from both a domestic and international lens.

As Canadians, we stake our reputation as being a welcoming country to those escaping persecution, and we are confronting these global patterns head-on. Despite, out of character deterrent measures such as the renegotiation of the Safe Third Country Agreement and the closure of Roxham Road, this year has marked the highest influx of refugee claimants to date. This surge serves as a stark reminder that policies aimed at deterring migration often fail to surmount the inherent human drive for safety and security.

Additionally, it's important to recognize the long-term effects of strict internal migration policies, like the situation in Europe, serves as a relevant example. According to the United Nations Office on Drugs and Crime, or UNODC, there's been a rise in human trafficking instances which can be directly connected to these strict migration policies. These policies, while intended to control migration, have inadvertently facilitated activities of bad faith actors leading to increased human smuggling and trafficking.

[Français]

Abdulla Daoud, directeur exécutif, Le Centre de réfugiés : Bonjour à tous et à toutes. Mon nom est Abdulla Daoud, je suis directeur exécutif du Centre de réfugiés, à Montréal.

[Traduction]

Notre organisation est enracinée dans la communauté des réfugiés et fournit divers services, exploitant notamment l'unique clinique d'aide juridique offrant une gamme complète de services gratuits aux réfugiés à Montréal.

Depuis le début de l'année, nous avons aidé plus de 9 000 réfugiés et demandeurs d'asile. Nous tenons à remercier le comité de nous donner l'occasion de traiter de la question à l'étude. J'espère vous aider à mieux comprendre les facteurs complexes qui sont à l'origine de la migration forcée mondiale vers le Canada, dans un contexte canadien.

Aujourd'hui, nous assistons à une augmentation sans précédent du nombre de personnes qui traversent les frontières, une situation causée par une combinaison de facteurs comme la tourmente mondiale, les conflits armés, les changements climatiques et la violence fondée sur le sexe, pour n'en nommer que quelques-uns.

Cette situation complexe transforme les sociétés et crée de nouveaux défis stratégiques. Fait plus important encore, elle a une incidence sur la vie des personnes qui tentent de trouver refuge ici, au Canada, aujourd'hui. J'aimerais aborder cette question d'un point de vue tant national qu'international.

Le Canada met en jeu sa réputation de pays accueillant pour ceux qui fuient la persécution, et il aborde de front ces tendances mondiales. Malgré des mesures dissuasives inhabituelles comme la renégociation de l'Entente sur les tiers pays sûrs et la fermeture du chemin Roxham, l'année a été marquée par l'afflux le plus important de demandeurs d'asile jamais enregistré. Cette vague nous rappelle brutalement que les politiques visant à décourager la migration échouent souvent à vaincre le désir inhérent à l'être humain d'être en sécurité.

De plus, il est important de reconnaître les effets à long terme de politiques strictes en matière de migration interne. La situation en Europe en est un bon exemple. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, ou l'ONUDC, il y a eu une hausse des cas de traite de personnes qui peut être directement liée à des politiques de migration strictes. Ces politiques visent à contrôler la migration, mais elles ont involontairement favorisé les activités d'acteurs de mauvaise foi, ce qui a entraîné une hausse du passage de clandestins et de la traite des personnes.

For example, the Mediterranean route, infamously labelled as the deadliest migration path, exemplifies these dire consequences of such policies. Data from the International Organization for Migration reveal the tragic loss of thousands of lives, many succumbing to exploitation and maltreatment in their quest for refuge. This grim reality demonstrates that rather than deterring migration, restrictive policies often compel individuals to undertake even more hazardous journeys, endangering them to more vulnerable situations.

Externally, Canada's migration policies require a thorough and proactive examination. Our foreign policy decisions, including sanctions and arms trade, necessitate careful consideration of their impacts on civilian populations.

For instance, the situation in Yemen was worsened by global arms sales, including those from Canada, which clearly shows how these policies contribute to more people being displaced.

This underscores the imperative need for a nuanced and foresighted approach in our foreign policy. It is crucial that our international strategies aim to prevent displacement at its source, through diplomatic endeavours that emphasize peace and stability, ensuring that economic sanctions avoid any unnecessary harm to vulnerable populations and regulating arms sales to avert expanding humanitarian crises.

Such actions are essential not only from a moral standpoint but also from a strategic one, as they address one of the most underlying causes of forced migration and contribute to global stability.

Domestically, however, we are seeing an increase in the number of refugee claimants which calls for a comprehensive and compassionate response.

Our present systems and policies are under significant strain due to this influx. Prior to 2017, Canada saw anywhere between 10,000 and 24,000 refugee claimants per year. Now, however, we are seeing upwards of 16,000 refugee claimants per month.

The Refugee Centre's restricted funding severely limits our capacity to provide effective assistance to these individuals. We are pushed to mainly seek private funding due to a government policy that restricts any resettlement funding that goes directly to resettlement and settlement organizations to be used on refugee claimants.

Par exemple, la route méditerranéenne, tristement désignée comme la voie migratoire la plus meurtrière, illustre les conséquences désastreuses de ces politiques. Selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations, des milliers de personnes ont perdu tragiquement la vie, bien souvent par suite de l'exploitation et des mauvais traitements qu'elles ont subis dans leur quête d'un refuge. Cette triste réalité démontre qu'au lieu de décourager la migration, les politiques restrictives obligent souvent les individus à entreprendre des parcours encore plus dangereux qui les exposent à des situations de plus grande vulnérabilité.

Les politiques internationales du Canada en matière de migration doivent faire l'objet d'un examen approfondi et proactif. Les répercussions sur les populations civiles de nos décisions en matière de politique étrangère, y compris en ce qui concerne les sanctions et le commerce des armes, exigent un examen attentif.

Par exemple, la situation au Yémen a été aggravée par les ventes d'armes à l'échelle mondiale, y compris celles du Canada, ce qui montre clairement en quoi ces politiques contribuent à la hausse des déplacements de personnes.

Cela fait ressortir la nécessité impérieuse d'adopter une approche nuancée et prévoyante dans notre politique étrangère. Il est essentiel que nos stratégies internationales visent à prévenir les déplacements à la source par le truchement d'efforts diplomatiques axés sur la paix et la stabilité, tout en veillant à ce que les sanctions économiques ne causent pas de préjudice inutile aux populations vulnérables et en réglementant la vente d'armes afin d'éviter des crises humanitaires croissantes.

De telles mesures sont essentielles non seulement d'un point de vue moral, mais aussi d'un point de vue stratégique, car elles s'attaquent à l'une des causes les plus profondes de la migration forcée et contribuent à la stabilité mondiale.

Au pays, cependant, nous constatons une augmentation du nombre de demandeurs d'asile, ce qui exige une intervention globale et empreinte de compassion.

Cet afflux soumet nos politiques et nos systèmes actuels à des pressions considérables. Avant 2017, le Canada recevait entre 10 000 et 24 000 demandeurs d'asile par année. Aujourd'hui, il en accueille plus de 16 000 par mois.

Le financement restreint dont dispose le Centre de réfugiés limite grandement sa capacité de fournir une aide efficace à ces personnes. Cela nous pousse à chercher du financement principalement auprès du secteur privé, compte tenu d'une politique gouvernementale interdisant que les fonds de réinstallation versés directement aux organismes de réinstallation et d'établissement soient utilisés pour les demandeurs d'asile.

Additionally, refugee claimants face many prolonged periods of poverty, often waiting up to two years for their asylum claims to be processed, and several months to receive a work permit, while having very limited rights within Canada. This not only compromises their dignity but also risks politicizing what is fundamentally a humanitarian cause.

Therefore, the urgency for policy reform aligns with the evolving landscape of global migration. We must reassess our internal infrastructure to ensure that refugee claimants receive adequate support. In doing so, we reaffirm our national values and contribute to a global movement toward a society where safety, dignity and universal rights are not mere privileges.

In conclusion, we put forth two recommendations: One, modify the funding policies of the Employment and Social Development Canada, or ESDC, Immigration, Refugees and Citizenship Canada, or IRCC and Infrastructure Canada to enable organizations with experience in handling refugee claimants to apply directly for these funds; this change will help these organizations grow Canada's internal infrastructure to better manage the rising number of refugee claimants in Canada.

Number two is to leverage our global influence to encourage responsibility sharing when it comes to global forced migration, by ensuring all countries focus on welcoming refugees and claimants.

Thank you for your time.

The Chair: Thank you, witnesses, for your presentations.

[*Translation*]

Senator Gerba: Thank you to our witnesses for your very, very interesting presentations and for being here.

The United Nations High Commissioner for Refugees cites the Private Sponsorship of Refugees program, or PSRP, as an example to be followed, in particular because of the improved prospects for integrating refugees.

However, other experts are critical of this program as they feel, for example, that it relieves the government of its responsibilities and that there is a major imbalance between the power of a sponsor and a refugee family.

What are your views on the PSRP? Are there improvements to be made to this program?

My question is for all three of you.

En outre, les demandeurs d'asile sont exposés à de nombreuses longues périodes de pauvreté, car ils doivent souvent attendre jusqu'à deux ans pour que leur demande d'asile soit traitée et plusieurs mois pour obtenir un permis de travail, et ce, tout en ayant des droits très limités au Canada. En plus de compromettre leur dignité, cela risque de politiser ce qui est fondamentalement une cause humanitaire.

Par conséquent, l'urgence d'une réforme des politiques concorde avec l'évolution du paysage migratoire mondial. Nous devons réévaluer notre infrastructure interne pour nous assurer que les demandeurs d'asile reçoivent un soutien adéquat. Ce faisant, nous réaffirmerons nos valeurs nationales et contribuerons à un mouvement mondial vers une société où la sécurité, la dignité et les droits universels ne sont pas de simples privilèges.

En conclusion, nous formulons deux recommandations. Premièrement, modifier les politiques de financement d'Emploi et Développement social Canada — ou EDSC —, d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada — ou IRCC — et d'Infrastructure Canada pour permettre aux organismes ayant de l'expérience dans le traitement des demandeurs d'asile de présenter directement des demandes de financement. Ce changement les aidera à développer l'infrastructure interne du Canada en vue d'une meilleure gestion du nombre croissant de demandeurs d'asile au Canada.

Deuxièmement, nous devons tirer parti de notre influence dans le monde afin d'encourager le partage des responsabilités en matière de migration forcée mondiale, en veillant à ce que tous les pays mettent l'accent sur l'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé.

La présidente : Je remercie les témoins de leurs exposés.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci à nos témoins pour vos présentations très, très intéressantes et pour votre présence ici.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés évoque le Programme de parrainage privé des réfugiés (PPPR) comme un exemple à suivre, notamment en raison de l'amélioration des perspectives d'intégration des réfugiés.

Cependant, d'autres experts critiquent ce programme en estimant, par exemple, qu'il décharge le gouvernement de ses responsabilités et qu'il existe un grand déséquilibre entre le pouvoir d'un parrain et une famille de réfugiés.

Quel est votre point de vue sur ce PPPR? Y a-t-il des améliorations à apporter à ce programme?

Ma question s'adresse à vous trois.

[English]

Mr. Daoud: Yes. It is a double-edged sword. The private program definitely has a number of benefits. It is often used to say we are taking X amount or a number of individuals from the private program, thus, we are going to reduce our commitments from the public program, which is what we do with the UNHCR.

If both exist in a universe in which they are parallel, and they don't impact each other, they are both beneficial. The private program has shown that, for family reunification purposes, for integration purposes, for all these qualitative reasons, it works well.

However, Canada needs to continue to show its international commitment to refugees, because it needs to show that there is responsibility sharing going on and encourage others to do so as well. As long as it is not being used to reduce the numbers from the public program as a policy decision or as a political front, then 100% I think both programs can coexist and work very well.

Ms. Sherrell: When we look at the Private Sponsorship of Refugees program, about 90% are family reunification. When we look at this from the perspective of nation building, reunification of the family, we know the impact on mental health through family separation when families are still at risk. There are a lot of benefits.

One of the contributing support systems that is most evident in the Private Sponsorship of Refugees program is the access to early networks, both social and economic. We know again the importance of that during resettlement, but it can't come at the expense of government-assisted refugees and inland protection. We need to know that we still, as a country, are not selecting individuals based on their family, not based on connections in Canada, but based on the need for protection.

There are a lot of individuals who may get involved in private sponsorship for all of the right reasons but lack the knowledge of the realities of what private sponsorship looks like, over the longer term. That disconnect between what I assume people coming to Canada may need and what people coming to Canada may actually desire for themselves is something that does require support to private sponsors to ensure they can continue to keep sponsoring others and continue the program.

Ms. Wagner: Thank you very much for the question. This is outside the area that I focus on, but I do see a link. Canada's selection on vulnerability-based criteria and the Government-Assisted Refugees program and others is just vital to the integrity of many other types of programs, including the one we support,

[Traduction]

M. Daoud : Oui. C'est une arme à double tranchant. Le programme privé comporte assurément un certain nombre d'avantages. Bien souvent, on s'en sert pour dire que, comme il reçoit tel ou tel montant ou prend en charge tel ou tel nombre de personnes, nous allons réduire nos engagements au sein du programme public, dans le cadre duquel fonctionne le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Si les deux existent dans deux univers parallèles et qu'ils n'ont pas d'incidence l'un sur l'autre, ils sont tous deux bénéfiques. Le programme privé a démontré que, pour ce qui est de la réunification des familles et de l'intégration, pour toutes ces raisons qualitatives, il fonctionne bien.

Cependant, le Canada doit continuer de démontrer son engagement international envers les réfugiés, parce qu'il doit montrer qu'un partage des responsabilités s'effectue et encourager les autres à faire de même. Tant et aussi longtemps qu'on ne s'en sert pas pour réduire le nombre de participants au programme public dans le cadre d'une décision stratégique ou comme une façade politique, je pense que les deux programmes peuvent coexister et fonctionner très bien.

Mme Sherrell : Dans le cadre du Programme de parrainage privé de réfugiés, environ 90 % des demandes concernent la réunification des familles. Dans l'optique de l'édification de la nation, la réunification familiale... Nous connaissons les répercussions de la séparation sur la santé mentale lorsque les familles sont encore à risque. Il y a beaucoup d'avantages.

L'une des mesures de soutien qui contribuent le plus manifestement au Programme de parrainage privé de réfugiés est l'accès précoce aux réseaux sociaux et économiques. Nous savons, là encore, l'importance que cela revêt pendant la réinstallation, mais cela ne peut pas se faire aux dépens des réfugiés parrainés par le gouvernement ni de la protection intérieure. Nous devons savoir que nous continuons, en tant que pays, à sélectionner les personnes non pas en fonction de leur famille ou des attaches au Canada, mais en fonction du besoin de protection.

Beaucoup de personnes peuvent participer au parrainage privé pour toutes sortes de bonnes raisons, mais sans connaître les réalités à long terme du parrainage privé. Pour combler ce fossé entre les éventuels besoins des gens qui viennent au Canada et leurs véritables désirs personnels, il faut offrir du soutien aux répondants privés pour veiller à ce qu'ils puissent continuer à parrainer d'autres personnes et à perpétuer le programme.

Mme Wagner : Merci beaucoup de votre question. C'est en dehors du domaine sur lequel je me concentre, mais je vois un lien. Le fait que le Canada procède à une sélection en fonction de critères fondés sur la vulnérabilité et du Programme de réfugiés pris en charge par le gouvernement, entre autres, est tout

the Economic Mobility Pathways Pilot. This is a program that is based foremost on skills-based selection.

That makes sense to do because it is ensuring that opportunities available to other international talents are also equitably available to this talent pool without at all carving away from the space reserved for folks who don't have that skill set, are not job-ready and need vulnerability-based protection. That link is important and it impacts the integrity of many other innovations that Canada is pursuing.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you.

[English]

Senator Omidvar: This is an excellent panel, giving us insights into the many layers, from Ms. Sherrell, who talked about resettling, to Mr. Daoud, who talked about refugee claimants — we haven't heard too much about them — to Ms. Wagner who talked about a brave, new world of skills-based, employer-sponsored model. Congratulations.

This is a brave, new world that you are opening up and language is a powerful tool. For the EMPP are there shifts in language that you would recommend as we go deeper down into this? I'm not going to call it a promising practice because it is a sliver of a tiny program with tiny numbers. Help us out here.

Ms. Wagner: Thank you very much for the question.

I completely agree, language is very powerful. It really informs policy choices. We hear a lot from our candidates, actually. One of the common threads is the appreciation for when our team is meeting or interacting and asking about their skills, we're asking about their skills, helping to build their resumé, asking detailed questions about their work experience and aspirations.

It was surprising to me, initially, how many people said this is the first time they've been asked about their skills, and some people have been displaced for years. We don't have many programs that enable people to shine and to want to speak about those things and think that will present an opportunity for them.

simplement essentiel à l'intégrité de nombreux autres types de programmes, y compris celui que nous soutenons, le Projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique, qui repose principalement sur la sélection axée sur les compétences.

C'est logique, car cela permet de veiller à ce que les possibilités offertes à d'autres talents internationaux soient aussi offertes de façon équitable à ce bassin de talents, sans pour autant empiéter sur l'espace réservé aux personnes qui ne possèdent pas cet ensemble de compétences, qui ne sont pas prêtes à occuper un emploi et qui ont besoin d'une protection fondée sur leur vulnérabilité. Ce lien est important, et il a une incidence sur l'intégrité de nombreuses autres innovations auxquelles le Canada se consacre.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci.

[Traduction]

La sénatrice Omidvar : Il s'agit d'un excellent groupe de témoins, qui nous donne un aperçu des nombreuses facettes, de Mme Sherrell, qui a parlé de la réinstallation, à M. Daoud, qui a parlé des demandeurs d'asile — nous n'en avons pas beaucoup entendu parler —, en passant par Mme Wagner, qui a parlé du meilleur des mondes, celui d'un modèle de parrainage par l'employeur fondé sur les compétences. Félicitations.

C'est le meilleur des mondes qui s'ouvre à nous, et le langage est un outil puissant. En ce qui concerne le PPVAME, y a-t-il des changements dans la terminologie que vous recommanderiez, au fur et à mesure que nous approfondissons la question? Je ne vais pas dire que c'est une pratique prometteuse parce qu'il s'agit d'une infime partie d'un tout petit programme avec des chiffres minuscules. Aidez-nous à comprendre.

Mme Wagner : Merci beaucoup de votre question.

Je suis tout à fait d'accord, le langage est très puissant. Il éclaire vraiment les choix en matière de politique. En fait, nous entendons beaucoup de choses de la part de nos candidats. L'un des points communs, c'est qu'ils apprécient le fait que, lorsque les membres de notre équipe les rencontrent ou interagissent avec eux et leur posent des questions sur leurs compétences, on les interroge sur ces questions, on les aide à rédiger leur curriculum vitæ en leur posant des questions détaillées sur leur expérience de travail et leurs aspirations.

J'ai été surprise, au départ, du nombre de personnes qui ont dit que c'était la première fois qu'on leur posait des questions sur leurs compétences, alors que certaines d'entre elles sont déplacées depuis des années. Nous n'avons pas beaucoup de programmes qui permettent aux gens de briller, de vouloir parler de ces choses et de penser que cela leur offrira une possibilité.

How that translates into the language that we're using here in Canada, I do think when we're speaking in a policy sense about this program in particular, a focus on talent, some of the language shifts we've tried to make are talking about our candidates or job seekers. We talk about displaced talent.

We also try our best, wherever possible, if we are talking about an individual, to say for example, Fatima, a nurse who was also living in Ethiopia as a refugee. We don't lead by someone's vulnerability, we lead by someone's talent.

Senator Omidvar: I'm curious about a number of questions that your presentation raised. It was excellent. You said we have the highest number of refugee claimants over the last five years, this after we closed the loophole of the Safe Third Country Agreement. I visited Roxham Road, and I was taken aback by the numbers who were coming over that route. Now that route is no longer available. If we've closed off that route, and we don't have boats arriving on our shores, how are they coming?

Mr. Daoud: That's a good question. What we're seeing is an increased number of individuals coming through the airport, so by plane. Unfortunately, the government doesn't record this adequately yet, but from our own centres' data, we are seeing an increase in the number of people who cross the border and wait 14 days. There is another exception to the Safe Third Country Agreement stipulating if you cross the border irregularly and are here for 14 days, the Safe Third Country Agreement no longer applies to you.

Unfortunately, this puts them in more vulnerable situations. Those numbers aren't anywhere near the numbers we're seeing from the airport. The majority of the numbers are coming from the airport. If you want me to break that down for you.

Senator Omidvar: I need to understand. If they are coming to the airport, they have tickets, which means someone has checked their visa, so they are coming as tourists and claiming —

Mr. Daoud: Some countries, for example, have visa travel to Canada, so Mexicans can show up without pre-applying. Some countries qualify for the eTA program which is a visa program that transits through Canada. There are different countries that qualify for different things, and that's being used for individuals from certain countries who are facing a large number of prosecutions to claim here.

Comment cela se traduit-il dans le langage que nous utilisons ici au Canada? Je pense vraiment que, lorsque nous parlons, sur le plan de la politique, de ce programme en particulier, en mettant l'accent sur les talents, certains des changements de terminologie que nous avons essayé de faire concernent nos candidats ou nos chercheurs d'emploi. Nous parlons de talents déplacés.

Nous nous efforçons également de faire de notre mieux, dans la mesure du possible, si nous parlons de quelqu'un, par exemple Fatima, une infirmière qui vivait aussi en Éthiopie en tant que réfugiée. Nous ne nous appuyons pas sur la vulnérabilité d'une personne, mais sur son talent.

La sénatrice Omidvar : Un certain nombre de questions soulevées dans votre exposé m'intriguent. C'était excellent. Vous avez dit que nous avons eu le plus grand nombre de demandeurs d'asile au cours des cinq dernières années, et ce, après avoir éliminé l'échappatoire de l'Entente sur les tiers pays sûrs. J'ai visité le chemin Roxham, et j'ai été surprise par le nombre de personnes qui arrivaient par ce chemin. Aujourd'hui, il n'est plus accessible. Si nous avons fermé ce chemin et qu'aucun bateau n'arrive sur nos côtes, comment font-ils pour venir?

M. Daoud : C'est une bonne question. Nous constatons une augmentation du nombre de personnes qui arrivent par l'aéroport, donc par avion. Malheureusement, le gouvernement ne consigne pas encore ces données de manière adéquate, mais d'après les données de nos propres centres, nous constatons une augmentation du nombre de personnes qui franchissent la frontière et attendent 14 jours. Il y a une autre exception à l'Entente sur les tiers pays sûrs qui stipule que, si vous traversez la frontière de façon irrégulière et que vous demeurez au pays pendant 14 jours, l'Entente sur les tiers pays sûrs ne s'applique plus à vous.

Malheureusement, cela place les gens dans des situations plus vulnérables. Ces chiffres sont très loin de ceux que nous voyons à l'aéroport. La majorité des chiffres proviennent de l'aéroport. Si vous voulez, je peux ventiler ces chiffres.

La sénatrice Omidvar : J'ai besoin de comprendre. S'ils viennent à l'aéroport, ils ont des billets, ce qui veut dire que quelqu'un a vérifié leur visa; donc ils viennent en tant que touristes et demandent...

M. Daoud : Certains pays, par exemple, accordent des visas pour venir au Canada, de sorte que les Mexicains peuvent se présenter sans faire de demande préalable. Certains pays sont admissibles au programme d'autorisation de voyage électronique, ou AVE, un programme de visa permettant de transiter par le Canada. Différents pays sont admissibles à différentes choses, et, venant de certains pays, des personnes qui font l'objet d'un grand nombre de poursuites ont recours au programme pour présenter une demande d'asile ici.

Senator Omidvar: It would help us if you got us a breakdown of those countries.

Mr. Daoud: That's also available from the IRCC website.

Senator Omidvar: You said in your comments that you would recommend that Canada modify funding practices so that organizations such as yours can apply directly. What does that mean? You're not able to apply directly?

Mr. Daoud: No. If you look at the refugee assistance program, or the Resettlement Assistance Program, or even Interim Housing Assistance Program, all stipulate that you cannot use the money you applied for as an organization, for resettlement purposes on refugee claimants. They are yet to be permanent residents, or PRs or have yet to become practical persons.

Typically, if I was to get a government grant from the IRCC or ESDC, it stipulates on my grants and contributions agreement that I'm not allowed to use funding for the programming on refugee claimants.

Senator Omidvar: Tell us about the housing situation in Montréal.

Mr. Daoud: It's not great.

Senator Omidvar: In response to asylum seekers?

The Chair: Senator Omidvar, I can put you on second round, but Mr. Daoud, please answer the question.

Mr. Daoud: Right now, there is a provincial arm called PRAIDA that helps with refugee claimants. They have between 500 and 600 beds, and they are full. It's about four weeks of placement there.

In addition, there are about 10 to 12 hotels which the IRCC leverages to house claimants who come directly from the airport. If they come by any other method, they cannot access the IRCC hotels. We are seeing a surge. When we say 5,500 or so come to Quebec per month, it's 5,500 who come to Montréal per month. They are not exploring the rest of Quebec. They are not going to Val-d'Or or Trois-Rivières.

In reality, housing is strained. That's mostly due to the funding restrictions. Housing organizations are restricted and their hands are tied. They can only help a particular subset of individuals, and that is extended throughout all the funding streams that we're seeing.

La sénatrice Omidvar : Il serait utile que vous nous fournissiez une ventilation de ces pays.

M. Daoud : On peut également trouver cela sur le site Web d'IRCC.

La sénatrice Omidvar : Vous avez dit dans vos commentaires que vous recommanderiez que le Canada modifie les pratiques de financement afin que des organismes comme le vôtre puissent présenter des demandes directement. Qu'est-ce que cela signifie? Vous ne pouvez pas présenter de demande directement?

M. Daoud : Non. Si on regarde le programme d'aide aux réfugiés, le Programme d'aide à la réinstallation ou même le Programme d'aide au logement provisoire, tous précisent qu'on ne peut pas utiliser l'argent qu'on a demandé en tant qu'organisation à des fins de réinstallation des demandeurs d'asile. Ils n'ont pas encore obtenu le statut de résident permanent, ou ils ne sont pas encore devenus des personnes pragmatiques.

En règle générale, si j'obtenais une subvention gouvernementale d'IRCC ou d'EDSC, mon accord de subventions et de contributions stipulerait que je ne suis pas autorisé à utiliser les fonds pour les programmes destinés aux demandeurs d'asile.

La sénatrice Omidvar : Parlez-nous de la situation du logement à Montréal.

M. Daoud : Ce n'est pas rose.

La sénatrice Omidvar : Par rapport aux demandeurs d'asile?

La présidente : Sénatrice Omidvar, je peux vous inscrire au deuxième tour, mais monsieur Daoud, veuillez répondre à la question.

M. Daoud : À l'heure actuelle, il existe un organisme provincial appelé PRAIDA qui aide les demandeurs d'asile. Il dispose d'entre 500 et 600 lits, et il n'y plus de place. Il faut compter environ quatre semaines de placement.

De plus, de 10 à 12 hôtels desservent IRCC afin de loger des demandeurs d'asile qui arrivent directement de l'aéroport. S'ils arrivent par un autre moyen, ils ne peuvent pas avoir accès aux hôtels d'IRCC. On assiste à une augmentation subite. Quand on dit qu'environ 5 500 demandeurs d'asile par mois viennent au Québec, c'est 5 500 par mois qui viennent à Montréal. Ils n'explorent pas le reste du Québec. Ils ne vont pas à Val-d'Or ou à Trois-Rivières.

En réalité, le logement est mis à rude épreuve. C'est surtout à cause des restrictions liées au financement. Les organismes voués au logement ont les mains liées. Ils ne peuvent aider qu'un sous-ensemble particulier de personnes, et cela s'étend à tous les volets de financement dont nous sommes témoins.

Senator Arnot: This first question is for Mr. Daoud. Sir, following up on some of the things you have said, you made two strong recommendations modifying funding policies, leveraging Canadian influence to get better results. How do you see a way to implement those two ideas in an effective way?

The other thing I'd like to know: Are there additional measures that could be implemented to enhance support for displaced persons once they are in Canada?

Mr. Daoud: Definitely, for sure. To answer the first part of your question, from my first recommendation of policy change, it's very easy. You can introduce a bill tomorrow, and the policy can be changed. It's a policy that is within all federal funding bodies. It exists whether it's in Infrastructure Canada, ESDC, that's there. The only thing stopping that from changing is political will.

Aside from that, for the second recommendation, Canada does have a lot of soft power in the world, but it rarely leverages it for this. We seem to be vocal on what we do when it comes to refugees, and this is not taking anything away from Canada. Canada does do a lot. However, we should be able to push the idea of global responsibility sharing when it comes to refugees. For example, with the Syrian crisis, we saw countries like Jordan, Lebanon and Turkey take in millions of refugees, and we took in a lot as well. However, it's not a particularly fair array of responsibilities in which only the neighbouring countries have to take such a high substantial amount.

As far as what we can do for supports within Canada, I think expanding both our programs would be great. Even pushing for more innovative programs, like my colleague is pushing, is very important. We have to be creative and think outside the box when tackling these tough issues because the numbers of global migration we are facing today are historical. That's why I'm also suggesting proactive measures.

We have to see how our foreign policies influence these countries and what we do in Latin America and the Middle East influences displacement, so we have to ensure we are not partaking in the displacement of individuals who are showing up on our borders.

Senator Arnot: Ms. Sherrell, how do you assess the impact of forced global displacement on the integration process of refugees and migrants in British Columbia? Can you give us some

Le sénateur Arnot : Ma première question s'adresse à M. Daoud. Monsieur, pour faire suite à ce que vous avez dit, vous avez formulé deux recommandations fermes visant à modifier les politiques de financement en tirant parti de l'influence canadienne afin d'obtenir de meilleurs résultats. Comment voyez-vous une façon efficace de mettre en œuvre ces deux idées?

L'autre chose que j'aimerais savoir, c'est si des mesures supplémentaires peuvent être mises en place en vue d'améliorer le soutien aux personnes déplacées une fois qu'elles sont au Canada.

M. Daoud : Certainement. Pour répondre à la première partie de votre question, si je me réfère à ma première recommandation de changement de politique, c'est très facile. Vous pouvez déposer un projet de loi demain, et la politique peut être modifiée. C'est une politique qu'on retrouve dans tous les organismes de financement fédéraux. Elle existe, que ce soit à Infrastructure Canada ou à EDSC, elle est là. La seule chose qui empêche cela de changer est la volonté politique.

À part cela, pour ce qui est de la deuxième recommandation, le Canada dispose d'un grand pouvoir de persuasion dans le monde, mais il en tire rarement parti. Il semble que nous nous fassions entendre à propos de ce que nous faisons lorsqu'il s'agit des réfugiés, et cela n'enlève rien au Canada. Le Canada fait beaucoup. Toutefois, nous devrions être en mesure de promouvoir l'idée du partage des responsabilités à l'échelle mondiale en ce qui concerne les réfugiés. Par exemple, avec la crise syrienne, nous avons vu des pays comme la Jordanie, le Liban et la Turquie accueillir des millions de réfugiés, et nous en avons accueilli beaucoup aussi. Cependant, il ne s'agit pas d'un éventail de responsabilités particulièrement équitable lorsque seuls les pays voisins doivent accueillir un nombre si élevé de réfugiés.

Quant à ce que nous pouvons faire en matière de soutien au Canada, je pense qu'il serait formidable d'élargir nos deux programmes. Il est même très important de promouvoir des programmes plus novateurs, comme le fait ma collègue. Nous devons faire preuve de créativité et sortir des sentiers battus lorsque nous nous attaquons à ces questions difficiles, car les chiffres relatifs à la migration mondiale à laquelle nous faisons face aujourd'hui sont historiques. C'est pourquoi je suggère aussi que l'on prenne des mesures proactives.

Nous devons voir comment nos politiques étrangères influencent ces pays et ce que nous faisons en Amérique latine et au Moyen-Orient qui influence les déplacements; nous devons donc nous assurer de ne pas participer au déplacement des personnes qui se présentent à nos frontières.

Le sénateur Arnot : Madame Sherrell, comment évaluez-vous l'impact des déplacements forcés à l'échelle mondiale sur le processus d'intégration des réfugiés et des migrants en

examples of that? Are you seeing any patterns arising that influence the way you want to do your work?

Ms. Sherrell: Thank you for the questions. One of the things from both a research and a service perspective in terms of outcomes in Canada are silos and the impact of silos and the need to take an asset-based approach to services. People are refugees until they get to Canada. Resettled refugees have the right to permanent residence when they get to Canadian soil, and yet there is still an assumption of a need that's deficit-based.

When we look at some of the needs that people have, there are spaces that are grey areas. We know in Canada that immigration is federal and health is provincial. Yet, as I talked about the Interim Federal Health Program, one of the biggest challenges we face is that intersectional approach is not just at the program level and looking at the myriad needs of someone but it's actually having spaces of dialogue between federal and provincial and territorial governments to address some of the issues.

When you are choosing people and selecting based on vulnerability, we need to make sure supports are able to be in place for those who need them, and health is an area where we're seeing the most impact right now when provinces may or may not have that impact on being able to ensure that supports are in place through what is a national program.

Senator Arnot: I have a question on second round for Ms. Wagner.

Senator Pate: Thank you very much to each of you and your organizations for all the work you do.

I recently was having discussions with folks about a number of issues around the supports that are put in place for refugees. It strikes me that there is an awful lot of what I would describe as xenophobic and racist rhetoric, and I think your evidence has underscored that by saying the attempts to supposedly closed the loops have actually resulted in more people coming in.

Can you elaborate on what funding streams are available right now to support people coming in as refugees? What income supports, housing supports, and who provides those supports, how they are provided; and if it is organizations like yours doing so in the face of funding revisions, is there anything you are comfortable sharing — obviously this is a public forum — about how you bridge what seems to be fairly obvious gaps in terms of available assistance funding?

Colombie-Britannique? Pouvez-vous nous donner des exemples? Constatez-vous des tendances qui influencent la façon dont vous voulez faire votre travail?

Mme Sherrell : Merci de poser ces questions. L'une des choses, tant du point de vue de la recherche que du point de vue des services, pour ce qui est des résultats au Canada, est le cloisonnement et son incidence ainsi que la nécessité d'adopter une approche des services fondée sur les actifs. Les gens sont des réfugiés jusqu'à ce qu'ils arrivent au Canada. Les réfugiés réinstallés ont le droit d'obtenir la résidence permanente lorsqu'ils arrivent en sol canadien, et pourtant, on suppose toujours que le besoin repose sur un déficit.

Lorsque nous examinons certains des besoins des gens, il y a des zones grises. Au Canada, nous savons que l'immigration relève du fédéral et que la santé relève des provinces. Pourtant, comme je l'ai dit à propos du Programme fédéral de santé intérimaire, l'un des plus grands défis auxquels nous faisons face, c'est que l'approche intersectionnelle ne se limite pas aux programmes et ne tient pas compte de la myriade de besoins d'une personne, mais qu'il s'agit en fait d'avoir des espaces de dialogue entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de régler certains des problèmes.

Lorsqu'on choisit des gens en fonction de leur vulnérabilité, il faut veiller à ce que des mesures de soutien soient en place pour ceux qui en ont besoin, et la santé est un domaine où on constate d'importantes répercussions à l'heure actuelle, alors que les provinces peuvent ou non avoir une incidence sur la capacité de veiller à ce que des mesures de soutien soient en place dans le cadre d'un programme national.

Le sénateur Arnot : J'ai une question à poser à Mme Wagner au deuxième tour.

La sénatrice Pate : Merci beaucoup à chacun d'entre vous et à vos organisations pour tout le travail que vous faites.

Récemment, j'ai discuté avec des gens d'un certain nombre de questions concernant les mesures de soutien mises en place à l'intention des réfugiés. Ce qui me frappe, c'est qu'il y a énormément de ce que je qualifierais de rhétorique xénophobe et raciste, et je pense que votre témoignage a mis en évidence le fait que les tentatives visant supposément à fermer la boucle ont fait en sorte qu'un plus grand nombre de personnes sont entrées au pays.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les sources de financement qui sont actuellement disponibles pour aider les gens qui viennent au Canada en tant que réfugiés? Quelles sont les mesures de soutien au revenu, de soutien au logement, et qui les fournit, comment sont-elles fournies; et, si ce sont des organisations comme la vôtre qui le font malgré les révisions du financement, y a-t-il quelque chose que vous êtes à l'aise de dire — il s'agit évidemment d'une tribune publique — sur la

Ms. Sherrell: Thank you for the question. Part of it depends on how you arrive in Canada. When we look at resettled refugees, individuals who come through private sponsorship receive financial support roughly equivalent to provincial income assistance for 12 months from their sponsors as social supports. When they are provided housing, either staying with family or provided housing by the sponsors for a period of one year, blended Visa Office Referred or identified by the UNHCR, a private sponsor provides 12 months of social support, six months of financial and the Government of Canada through the Resettlement Assistance Program provides six months of financial support.

The Resettlement Assistance Program is for government-assisted refugees selected on vulnerability criteria. They receive 12 months of financial support through the federal IRCC, the resettlement assistance income support. They receive temporary accommodations for anywhere, depending on the numbers, from three weeks to it could be six weeks during times of high arrivals, complex cases longer, through organizations like ours. They are met at the airport. They come to temporary accommodations, and while they are in temporary accommodations they are provided supports to meet their basic needs; so that's identifying the needs helping them to apply for everything from social insurance numbers, health care in the province, to child tax benefits. They are provided orientations, and we help them find housing, again based on income support, which is approximately equal to provincial social assistance.

Then we have refugee claimants. While the attention is often on Quebec and Roxham Road, the numbers going to Ontario and B.C. continue to rise as well. They are ineligible for all federal government funded programming, so when they come, they are on their own to find any sort of accommodations, temporary or permanent. I'm talking at the highest level they are ineligible for federal language employment or settlement programming and it's left to the provinces to be able to fund. So in British Columbia, we have been fortunate that from the repatriation of services in 2014 the province of B.C. has continued to provide services and fund services for refugee claimants. They're on a far smaller scale, but they do include mental health supports.

façon de combler ce qui semble être des lacunes assez évidentes en ce qui concerne le financement de l'aide disponible?

Mme Sherrell : Merci de votre question. Cela dépend en partie de la façon dont vous arrivez au Canada. Dans le cas des réfugiés réinstallés, les personnes qui arrivent dans le cadre d'un parrainage privé reçoivent un soutien financier équivalant à l'aide au revenu provinciale pendant 12 mois de la part de leurs répondants à titre de soutien social. Lorsqu'ils sont logés, soit chez des membres de leur famille, soit dans un logement fourni par le répondant pour une période d'un an, dans le cadre du Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas ou désignés par le HCR, un répondant privé fournit un soutien social pendant 12 mois et un soutien financier pendant 6 mois, et le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Programme d'aide à la réinstallation, fournit un soutien financier pendant 6 mois.

Le Programme d'aide à la réinstallation s'adresse aux réfugiés pris en charge par le gouvernement et sélectionnés en fonction de critères de vulnérabilité. Ils reçoivent un soutien financier pendant 12 mois par l'intermédiaire d'IRCC, à savoir une aide à la réinstallation sous forme de soutien au revenu de la part du gouvernement fédéral. Dépendamment du nombre d'arrivées, ils bénéficient d'un hébergement temporaire de trois à six semaines quand le nombre d'arrivées est élevé, plus longtemps dans les cas complexes, par l'entremise d'organisations comme la nôtre. Ils sont accueillis à l'aéroport. Ils vont dans des logements temporaires, et, pendant ce temps, on leur fournit du soutien pour répondre à leurs besoins fondamentaux; il s'agit donc de déterminer quels sont leurs besoins et de les aider à faire des demandes pour tout, du numéro d'assurance sociale aux soins de santé dans la province, en passant par les prestations fiscales pour enfants. On les oriente et on les aide à trouver un logement, encore une fois en fonction du soutien au revenu, qui est à peu près équivalent à l'aide sociale provinciale.

Il y a ensuite les demandeurs d'asile. Bien que l'attention se porte souvent sur le Québec et le chemin Roxham, le nombre de personnes qui se rendent en Ontario et en Colombie-Britannique continue d'augmenter. Elles ne sont pas admissibles à tous les programmes financés par le gouvernement fédéral, de sorte que, lorsqu'elles arrivent, elles doivent se débrouiller seules pour trouver un logement, qu'il soit temporaire ou permanent. Au palier le plus élevé, elles ne sont pas admissibles aux programmes fédéraux de langues, d'emploi ou d'établissement, et c'est aux provinces qu'il revient de les financer. Donc, en Colombie-Britannique, nous avons eu la chance que, depuis le rapatriement des services en 2014, la province ait continué d'offrir des services et de les financer pour les demandeurs d'asile. Ils sont offerts à une échelle beaucoup plus petite, mais ils comprennent des services de soutien en santé mentale.

In many other provinces, there may be no or almost no assistance, or targeted supports provided for refugee claimants. Yet, it's one of the critical streams in Canada's stated humanitarian programming.

Mr. Daoud: The main difference I would say is refugees have been recognized either by the UNHCR or through private sponsorship and refugee claimants as availability of funding. Refugee claimants have no stream. Organizations cannot apply to any governmental stream that specifically targets refugee claimants. The provinces might be able to get some federal funding to do that; however, only the provinces can use that money. For example, at the Ministry of Immigration, Francisation and Integration, or MIFI, our version of the IRCC in Quebec, they also have a similar rule wherein you cannot use this money to provide services for refugee claimants. More or less for refugee claimants, it is non-existent. You have to depend primarily on private funding.

Senator Bernard: Thank you all for being here and for your testimony today. I'd like to start with a question for you, Mr. Daoud, and my colleague here asked about this as well — responsibility sharing. You mentioned it in your evidence, and it also came up in a recent response to a question.

I'm wondering if you have some specific examples of what countries can take on with this model of aid. Could you go a bit more in depth in telling us about responsibility sharing?

Mr. Daoud: I think responsibility sharing has a lot to do with our participation in international programming and our foreign policy decisions. I cut it down to two components. First, something I think we can immediately do is adapt our foreign policy decisions to ensure that displacement doesn't happen. That's a form of responsibility sharing. That's a form of ensuring and echoing to the global community that we cannot continue making decisions that force displacement.

There is, for example, like I mentioned in my evidence, direct evidence of our contribution to the Yemeni crisis. That is undeniable at this point. Yemen has produced a high number of displaced individuals throughout the past three years. That's step one.

Step two is to try to push our successful models in an international forum for other countries to adopt. There are a lot of rich countries out there that are growing and need people. Our private sponsorship program is a model, something that's good and needs to be championed in other parts of the world as well. That's a very good way of showing responsibility sharing.

Dans plusieurs autres provinces, il n'y a peut-être pas ou presque pas d'aide ou de soutien ciblés pour les demandeurs d'asile. Pourtant, c'est l'un des volets essentiels des programmes humanitaires déclarés du Canada.

M. Daoud : Je dirais que la principale différence réside dans le fait que les réfugiés ont été reconnus soit par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, soit au moyen d'un parrainage privé, et les demandeurs d'asile bénéficient d'une aide financière. Les demandeurs d'asile n'entrent dans aucune catégorie. Les organisations ne peuvent présenter de demande à aucun groupe gouvernemental qui cible spécifiquement les demandeurs d'asile. Les provinces pourraient peut-être obtenir du financement fédéral à cette fin, mais elles sont les seules à pouvoir utiliser cet argent. Par exemple, au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ou MIFI, notre version d'IRCC au Québec, il y a aussi une règle similaire voulant qu'on ne puisse pas utiliser cet argent afin de fournir des services aux demandeurs d'asile. Sensiblement, pour les demandeurs d'asile, c'est inexistant. Il faut dépendre principalement du financement privé.

La sénatrice Bernard : Je vous remercie tous de votre présence et de votre témoignage d'aujourd'hui. J'aimerais commencer par vous poser une question, monsieur Daoud, et mon collègue ici présent a posé une question à ce sujet également — le partage des responsabilités. Vous l'avez mentionné dans votre témoignage, et il a également été évoqué dans une réponse récente à une question.

Je me demande si vous avez des exemples précis de ce que les pays peuvent faire avec ce modèle d'aide. Pourriez-vous nous parler un peu plus en détail du partage des responsabilités?

M. Daoud : Je pense que le partage des responsabilités a beaucoup à voir avec notre participation aux programmes internationaux et nos décisions en matière de politique étrangère. Je le réduis à deux éléments. Tout d'abord, je pense que nous pouvons immédiatement adapter nos décisions en matière de politique étrangère afin de faire en sorte d'éviter les déplacements. C'est une forme de partage des responsabilités. C'est une façon de garantir et de faire savoir à la communauté internationale que nous ne pouvons pas continuer à prendre des décisions qui forcent des gens à se déplacer.

Il existe, par exemple, comme je l'ai mentionné dans mon témoignage, des preuves directes de notre contribution à la crise au Yémen. C'est indéniable à ce moment-ci. Le Yémen a généré un grand nombre de personnes déplacées au cours des trois dernières années. C'est la première étape.

La deuxième étape consiste à essayer de promouvoir nos modèles efficaces par d'autres pays à l'occasion d'un forum international pour que d'autres pays les adoptent. Il y a beaucoup de pays riches qui sont en croissance et ont besoin de gens. Notre programme de parrainage privé est un modèle, quelque chose de bien qui doit être promu dans d'autres parties du monde.

The way we even pick our immigration numbers or how we hope to bring people here also has to change. If you want, I can sit with you for a half-hour after and go through a bunch of ideas, but off the top of my head, I think those are concrete examples of how we can make quick change. Hopefully, that addresses your concerns.

Senator Bernard: That's very helpful. Thank you. My second question is for you, Ms. Sherrell.

You talked about mental health and highlighted the gaps in services. I'm hearing there is a cost when we don't provide mental health services. Can you talk a bit about that? Also, can you talk a bit about whether or not there are mental health services, and if yes, are they culturally responsive? Are they really targeting?

Ms. Sherrell: Thank you. Definitely this is a passion area for me. Is there a cost to not providing services? Absolutely.

As a researcher — and I came into the sector through research — I will never forget interviewing somebody in their home, a single mother with three young children who had a two-bedroom basement suite. By Canadian standards, this would be overcrowded. But the reality is, she didn't use one of the bedrooms because it had a bit of a mildew smell and the light was one of those unprotected light bulbs, and it reminded her of having been held in a room and tortured. She couldn't go into that room, so it was actually a family of four in one bedroom.

When you have been tortured, you dissociate. Imagine dissociating when something reminds you of trauma. This can be as simple as a light flickering when you're walking down the road. Think of dissociating in a classroom, on a job interview or on the job. When we don't address mental health — and this is not to pathologize or say that every refugee requires clinical supports, but when they are needed, we need to make sure that they are provided.

In terms of being culturally competent, this is one area where we see that intersectional need when it comes to levels of government. From a provincial perspective, refugees are eligible for health services as are any other, for example, British Columbian. Yet we know the wait lists are long. We know how difficult it is to access mental health supports, even when you are English- or French-speaking from childhood. We have been very fortunate, through provincial support in British Columbia, to champion a model that has culturally sensitive first-language clinical counsellors or counsellors who are using trained

également. C'est une très bonne façon de démontrer le partage des responsabilités.

Même la façon dont nous choisissons nos chiffres d'immigration ou dont nous espérons faire venir des gens ici doit changer. Si vous le voulez, je peux m'asseoir avec vous pendant une demi-heure et passer en revue un grand nombre d'idées, mais je pense qu'il s'agit là d'exemples concrets de la façon dont nous pouvons apporter des changements rapidement. J'espère que cela répond à vos préoccupations.

La sénatrice Bernard : C'est très utile. Merci. Ma deuxième question s'adresse à vous, madame Sherrell.

Vous avez parlé de santé mentale et souligné les lacunes dans les services. Je comprends qu'il y a un coût lorsque nous ne fournissons pas de services de santé mentale. Pouvez-vous nous parler un peu de ce sujet? Pouvez-vous aussi nous dire s'il existe des services de santé mentale et, dans l'affirmative, s'ils sont adaptés à la culture? Sont-ils vraiment ciblés?

Mme Sherrell : Merci. C'est certainement un sujet qui me passionne. Y a-t-il un coût à ne pas fournir de services? Absolument.

En tant que chercheuse — et je suis entrée dans le secteur grâce à la recherche —, je n'oublierai jamais l'entrevue que j'ai eue avec une personne chez elle, une mère seule avec trois jeunes enfants qui avait un appartement muni de deux chambres à coucher situé au sous-sol. Selon les normes canadiennes, ce logement serait surpeuplé. Mais, en réalité, elle n'utilisait pas une des chambres à coucher parce qu'il y avait une légère odeur de moisissure et que pour éclairage, il y avait une ampoule nue, et cela lui rappelait avoir été séquestrée dans une pièce et torturée. Elle ne pouvait pas aller dans cette pièce, donc c'était en fait une famille de quatre personnes dans une seule chambre.

Lorsqu'on a été torturé, on se dissocie. Imaginez que vous vous dissociiez lorsque quelque chose vous rappelle un traumatisme. Cela peut être aussi simple qu'un léger scintillement lorsque vous marchez le long de la route. Imaginez que vous vous dissociiez en classe, lors d'une entrevue d'emploi ou au travail. Lorsque nous ne nous occupons pas de la santé mentale... et il ne s'agit pas de pathologiser ou de dire que tous les réfugiés ont besoin d'un soutien clinique, mais lorsqu'il est nécessaire, nous devons nous assurer qu'il est fourni.

En ce qui concerne le fait d'être adapté à la culture, c'est un domaine où nous constatons un besoin intersectionnel lorsqu'il s'agit des ordres de gouvernement. D'un point de vue provincial, les réfugiés sont admissibles aux services de santé au même titre, par exemple, que n'importe quel autre Britanno-Colombien. Pourtant, nous savons que les listes d'attente sont longues. Nous savons à quel point il est difficile d'avoir accès à des services de soutien en santé mentale, même si vous parlez anglais ou français depuis votre enfance. Nous avons eu la chance, grâce au soutien de la province de la Colombie-Britannique, de défendre

interpreters to be able to provide culturally sensitive trauma therapies ranging from group therapies that are psycho-socially based on clinical counselling.

I would respectfully recommend you take a look at the work of the Vancouver Association for Survivors of Torture. They have an excellent track record of having been able to provide to survivors of torture and to refugees coming into British Columbia.

The Chair: Senators, we have a little bit of time for the second round. However, it's going to be two minutes only, with questions and answers limited to two minutes. We are under a bit of a time crunch.

[*Translation*]

Senator Gerba: Thank you once again for your testimonies.

We haven't talked much about unaccompanied children arriving in Canada. You know that, for many years, experts and humanitarian organizations have been concerned about the state of care for these children when they arrive here unaccompanied.

Could you tell us more about this? Are you aware of the situation of unaccompanied children arriving in Canada, and are there any specific recommendations you could make?

[*English*]

Ms. Sherrell: Thank you. Our organization has a very close relationship with our Ministry of Children and Family Development. While we don't see as high numbers of unaccompanied minors in B.C. as in other provinces, there is that connection and working closely with the province to ensure there is a responsible adult, because that's a liability that organizations can't take on, knowing that we need that support for those children not just in the short term but over the longer term.

In British Columbia, they are supported through aging into adulthood, but I think one of the recommendations that bears investigation is when you have traumatized children or children who have been forced to flee who have come on their own, the support they need may be longer than the aging out in Canadian standards. Making sure the appropriate and culturally sensitive supports are available is key.

un modèle qui compte des conseillers cliniques tenant compte de la culture et de la langue maternelle, ou encore des conseillers faisant appel à des interprètes formés pour pouvoir offrir des thérapies axées sur les traumatismes, allant des thérapies de groupe, qui reposent sur la psychosociologie, au counseling clinique.

Je vous recommande respectueusement d'examiner le travail de la Vancouver Association for Survivors of Torture. Elle a un excellent bilan quant à l'aide qu'elle a pu apporter aux survivants de la torture et aux réfugiés arrivant en Colombie-Britannique.

La présidente : Honorables sénateurs, nous disposons d'un peu de temps pour le deuxième tour. Cependant, ce ne sera que deux minutes; les questions et les réponses seront limitées à deux minutes. Nous sommes un peu pressés par le temps.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci encore une fois pour vos témoignages.

On n'a pas beaucoup parlé des enfants non accompagnés qui arrivent au Canada. Vous savez que, depuis nombreuses années, des experts et organismes humanitaires s'inquiètent de l'état de la prise en charge de ces enfants quand ils arrivent ici non accompagnés.

Pourriez-vous nous en parler davantage? Êtes-vous au courant de la situation des enfants non accompagnés arrivant au Canada? Y a-t-il des recommandations particulières que vous pourriez nous faire à cet égard?

[*Traduction*]

Mme Sherrell : Merci. Notre organisation entretient des relations très étroites avec le ministère du Développement des enfants et de la Famille. Même si le nombre de mineurs non accompagnés n'est pas aussi élevé en Colombie-Britannique que dans d'autres provinces, il y a ce lien et cette collaboration étroite avec la province qui permet de veiller à ce qu'il y ait un adulte responsable, parce que c'est une responsabilité que les organisations ne peuvent assumer, sachant que nous avons besoin de ce soutien pour ces enfants, non seulement à court terme, mais également à plus long terme.

En Colombie-Britannique, on soutient les mineurs jusqu'à l'âge adulte, mais je pense que l'une des recommandations qui méritent d'être étudiées, c'est que lorsqu'on a des enfants traumatisés ou des enfants qui ont été forcés de fuir et qui sont venus seuls, il se peut que le soutien dont ils ont besoin se prolonge au-delà de l'enfance selon les normes au pays. Il est essentiel de s'assurer que les mesures de soutien appropriées et adaptées à la culture sont accessibles.

Senator Omidvar: I will pose my questions and ask the witnesses to kindly get back to us in writing. I'm not sure I can ask them in two minutes, and these are important questions.

My first question is to Mr. Daoud. I am really taken by your recommending to us on the intersection between foreign policy and forced global displacement. We haven't heard that before. I will ask you to dig a little deeper and think about a recommendation to us around regional responsibility sharing, let's say in the Middle East, the African states, Colombia and Ecuador, where there are some interesting things happening in terms of responding to the flow of refugees from Venezuela.

Ms. Wagner, I have a quick yes-or-no question for you. Am I correct in stating that the IELTS exam has a fee attached to it? How much is that fee?

Ms. Wagner: Yes. It differs by country. Generally, it is around US\$200, but we've seen it as high as US\$500.

Senator Omidvar: This is for refugees? I would like to see a recommendation from you in writing as to that.

Also to you, Ms. Wagner, your program that you are working on — and congratulations on it. It is really innovative. It is a teeny, tiny program. We can't really talk about it, but in five years, I hope we will.

What is your vision for the program five years out? We would love to see something around that. Thank you both.

Senator Arnot: This question is for Ms. Wagner. As has been noted, TalentLift Canada is very innovative and very successful, and it is a very promising model. You are integrating people right into the economy. You have, as I understand it, an inventory of people with skills, and you match it to partners, whether it is corporate or government.

What are the impediments to the sustained success of your program? What needs to be addressed to ensure that it is sustained?

Ms. Wagner: That's an excellent question. Thank you for that.

You have captured it perfectly. We have a database where people can register their skills directly, and we are working with partners to tap into a larger talent pool as well.

La sénatrice Omidvar : Je vais poser mes questions et demander aux témoins de bien vouloir nous répondre par écrit. Je ne suis pas sûr de pouvoir les poser en deux minutes, et ce sont des questions importantes.

Ma première question s'adresse à M. Daoud. Je suis vraiment impressionnée par votre recommandation sur l'intersection entre la politique étrangère et les déplacements forcés à l'échelle mondiale. Nous n'avons jamais entendu cela auparavant. Je vais vous demander d'aller un peu plus loin et de réfléchir à une recommandation que vous nous feriez concernant le partage des responsabilités régionales, disons au Moyen-Orient, dans les États africains, en Colombie et en Équateur, où il se passe des choses intéressantes en ce qui concerne la réaction face à l'afflux de réfugiés provenant du Venezuela.

Madame Wagner, j'ai une brève question pour vous à laquelle vous pouvez répondre par oui ou par non. Ai-je raison de dire que l'examen de l'IELTS comporte des frais? Quel est le montant de ces frais?

Mme Wagner : Oui. Il varie selon le pays. En général, c'est autour de 200 dollars américains, mais nous avons vu jusqu'à 500 dollars américains.

La sénatrice Omidvar : C'est pour les réfugiés? J'aimerais que vous rédigiez une recommandation à ce sujet.

Madame Wagner, le programme sur lequel vous travaillez... et je vous en félicite. C'est vraiment novateur. C'est un tout petit programme. Nous ne pouvons pas vraiment en parler, mais j'espère que nous le ferons dans cinq ans.

Quelle est votre vision du programme pour les cinq prochaines années? Nous aimerions beaucoup voir quelque chose à ce sujet. Merci à vous deux.

Le sénateur Arnot : La question s'adresse à Mme Wagner. Comme il a été souligné, TalentLift Canada est un modèle très novateur et très fructueux. Vous intégrez les gens directement dans l'économie. Vous avez, si j'ai bien compris, une liste de personnes possédant certaines compétences, et vous les jumelez à des partenaires, qu'il s'agisse d'entreprises ou d'un gouvernement.

Quels sont les obstacles au succès durable de votre programme? Que faut-il faire pour assurer sa pérennité?

Mme Wagner : C'est une excellente question. Merci.

Vous avez parfaitement saisi la situation. Nous disposons d'une base de données où les gens peuvent enregistrer directement leurs compétences, et nous travaillons avec des partenaires afin de pouvoir puiser dans un plus grand bassin de talents.

I would say one impediment or area that I think is very important is to embed the framework and the flexibility of the EMPP. Right now we have this program available to us through a public policy. I believe that it should be embedded in our laws and our regulations, and I do think that the risk of having a program be cut or axed by a future government of any stripe is stronger if it is a standalone program. If it is actually embedded across the economic stream, I think that provides resilience. It makes it a lot harder to cut and change. That would be one area of recommendations.

I would also say, linking to what the first panel dove into a little bit more, which I really appreciated, was speaking about building skills pipelines in countries of origin. Some of the policy frameworks around work rights, around training rights and all of that significantly impacts someone's competitiveness for a Canadian job and skilled visa opportunity. The more open work permit systems are, especially, where people are currently living, that's going to really impact how much we can scale.

The Chair: Thank you very much.

To the witnesses, if you feel there is anything that we missed, or if you would like to make a written submission to us, you can. We have an hour, but even an hour wasn't enough. Thank you very much for being here.

Senator Gerba, did you have a question?

Senator Gerba: Yes.

The Chair: Please ask your question very quickly, and they can give us a written answer.

Senator Gerba: Thank you. Yes, I have a question for Mr. Daoud.

[*Translation*]

You said that you help refugees with legal issues. The Auditor General recently said that the time taken to process legal documents for refugees was very worrying.

Do you have any recommendations for reducing these times, which are currently around 26 months?

[*English*]

The Chair: We are out of time. I want to thank all our witnesses for agreeing to participate in this important study. Your assistance with our study is greatly appreciated.

Je dirais que l'un des obstacles ou l'un des aspects qui, à mon avis, sont très importants, c'est l'intégration du cadre et de la souplesse du PPVAME. À l'heure actuelle, ce programme est mis à notre disposition dans le cadre d'une politique publique. Je pense qu'il devrait être intégré dans nos lois et nos règlements, et je crois que le risque qu'un futur gouvernement, quel qu'il soit, supprime un programme est plus grand s'il s'agit d'un programme autonome. S'il est intégré à l'ensemble du volet économique, je pense que c'est un gage de résilience. Cela le rend beaucoup plus difficile à couper et à changer. Il s'agit là d'une des recommandations que je ferais.

Je dirais également... pour faire un lien avec ce que le premier groupe de témoins a approfondi un peu plus, et que j'ai vraiment apprécié; il a parlé de la création d'un bassin de talents dans les pays d'origine. Certains cadres stratégiques concernant les droits relatifs au travail, les droits relatifs à la formation et tout cela, ont une incidence importante sur la compétitivité d'une personne à l'égard d'un emploi au Canada et de la possibilité d'obtenir un visa pour travailleurs qualifiés. Plus les systèmes de permis de travail sont ouverts, surtout là où les gens vivent actuellement, plus cela aura une incidence sur l'ampleur de nos efforts.

La présidente : Merci beaucoup.

Je m'adresse aux témoins. Si vous pensez que nous avons oublié quelque chose... ou si vous souhaitez nous présenter un mémoire écrit, vous pouvez le faire. Nous disposons d'une heure, mais même une heure ne suffisait pas. Merci beaucoup de votre présence.

Sénatrice Gerba, aviez-vous une question?

La sénatrice Gerba : Oui.

La présidente : Veuillez poser votre question très rapidement, et ils pourront nous donner une réponse écrite.

La sénatrice Gerba : Merci. Oui, j'ai une question pour M. Daoud.

[*Français*]

Vous avez dit que vous accompagnez les réfugiés pour les questions juridiques. La vérificatrice générale a récemment dit que les délais de traitement des documents juridiques pour les réfugiés étaient très préoccupants.

Avez-vous des recommandations pour réduire ces délais qui sont aujourd'hui d'environ 26 mois?

[*Traduction*]

La présidente : Le temps est écoulé. Je tiens à remercier tous nos témoins d'avoir accepté de participer à cette importante étude. Votre aide dans le cadre de notre étude est grandement appréciée.

Colleagues and guests, the public portion of our meeting is now over. We will suspend the meeting for a few seconds and then continue in camera to discuss a draft agenda.

(The committee continued in camera.)

Chers collègues et invités, la partie publique de notre réunion est maintenant terminée. Nous allons suspendre la séance pendant quelques secondes, puis nous poursuivrons à huis clos pour discuter d'un projet d'ordre du jour.

(La séance se poursuit à huis clos.)
